

**UNIVERSITE RENNES 2**

**Dossier libre**

**DU Animaux et société**

**Le rôle de l'Etat dans  
l'exploitation animale**

**Adil BENMAKHLOUF**

**ANNEE 2024- 2025**

**Sous la direction d'Emilie DARDENNE**



**UNIVERSITÉ  
RENNES 2**

## Liste des sigles

AFBF : American farm bureau federation (lobby des grandes entreprises agricoles aux Etats-Unis)

Alena : Accord de libre-échange nord-américain

BLM : Bureau of land management (agence américaine qui fait partie du département de l'intérieur des États-Unis et qui gère les terrains publics)

CAFO : Concentrated animal feeding operation (exploitation agricole industrielle où un grand nombre d'animaux - bovins, porcs, volailles, etc.. - sont élevés dans un espace restreint pendant une longue période, dans le but d'optimiser leur croissance pour la production de viande, lait ou œufs)

FAO : Food and agriculture organization of the United Nations (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)

GATT : General agreement on tariffs and trade (accord international signé en 1947 visant à réduire les barrières douanières et à faciliter le commerce mondial)

Inra : Institut national de la recherche agronomique

Mercosur : Mercado comun del Sur (Marché commun du Sud)

OIC: Organisation internationale du commerce

OMC : Organisation mondiale du commerce

PAC: Politique agricole commune

SPS : Sanitary and phytosanitary (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC)

USDA : United States Department of agriculture (Ministère américain de l'agriculture)

WFB: World food board (projet de gouvernance alimentaire mondiale proposé après la seconde guerre mondiale pour éviter les famines et réguler les marchés agricoles)

# Sommaire

Introduction.....	5
I. L'Etat-nation comme moteur de la légitimation de l'exploitation animale .....	8
I-1 Domestication et proto-Etats .....	8
I-2 La colonisation, un accaparement de terres pour l'élevage .....	9
I-2-a La mainmise sur les terres irlandaises par les Britanniques .....	9
I-2-b L'invasion de l'Australie par les Britanniques .....	12
I-2-c La conquête de l'Amérique latine .....	14
I-2-d L'appropriation du continent africain par les Européens .....	15
I-3 Un nouvel ordre mondial économique imposé par les Etats-nations : échanges coloniaux et industrialisation .....	18
II. De la gestion des surplus à la redéfinition des systèmes alimentaires : l'Etat au cœur du tournant industriel et productiviste .....	20
II-1 L'élevage comme réponse étatique aux surplus chroniques de céréales.....	21
II-2 Stratégies étatiques de soutien à l'élevage intensif .....	23
II-3 Subventions et libre-échange : les leviers étatiques de l'intensification et de l'expansion internationale de l'élevage .....	25
II-4 Du soutien étatique américain à la transformation des systèmes alimentaires mondiaux .....	29
III. Le rôle central de l'Etat dans la recomposition des pouvoirs autour de l'exploitation animale .....	32
III-1 Prémices d'une alliance, au service de l'élevage, entre Etats et entreprises .....	32
III-2 Du maïs au soja : reconfigurations de l'alimentation animale et transformations de l'élevage intensif sous l'impulsion des Etats .....	34

III-3 Du contrôle à la coordination : l'Etat et les multinationales au sein d'un nouvel ordre agroalimentaire .....	36
III-4 L'affaiblissement consenti du pouvoir étatique en faveur des institutions internationales .....	39
Conclusion.....	43
Bibliographie.....	47

## Introduction

Les oppressions des êtres humains et des autres animaux ont toujours été profondément liées. Lorsque les humains ont commencé à chasser régulièrement de grands animaux, une activité principalement masculine, cela n'a été possible qu'en élaborant des armes. Ceux qui excellaient dans cette forme de prédation ont vu leur pouvoir s'accroître ; une hiérarchie sociale a alors commencé à se structurer, tandis que le statut des femmes tendait à décliner<sup>1</sup>.

La première étape majeure dans les relations entre l'homme et les autres animaux fut la révolution agricole. Elle entraîna l'apparition d'une toute nouvelle forme de vie sur terre : les animaux domestiqués. De prime abord, cette évolution semblait peu importante, car les hommes réussirent à domestiquer moins de vingt espèces de mammifères et d'oiseaux, alors que d'innombrables autres espèces, se comptant par milliers, restaient à l'état sauvage. Pourtant, au fil des siècles, cette nouvelle forme de vie devint dominante.

La possession d'un grand nombre de ces autres animaux devint un signe de richesse et de domination. D'innombrables individus furent relégués à des positions socialement construites de paysans, serfs ou esclaves. Un nombre croissant d'hommes, montés à cheval et armés - initialement pour tuer d'autres animaux - furent envoyés par les gouvernants pour mener des expéditions contre d'autres populations afin de s'emparer de leurs animaux captifs et d'autres sources de richesse.

La deuxième étape majeure dans l'essor massif puis la propagation de l'exploitation animale fut l'émergence des états-nations au XVIIe siècle. Alors que l'Europe sortait d'une période de décennies de conflits dévastateurs qui avaient profondément fragilisé les structures politiques, la signature du traité de Westphalie en 1648 marqua un tournant crucial en instituant la souveraineté des Etats, qui devinrent maîtres de leurs affaires internes. Ce nouvel ordre international, fondé sur la reconnaissance mutuelle des états-nations souverains en Europe, jeta les bases du système étatique moderne.

L'État, tel qu'il émerge du traité de Westphalie, se définit avant tout comme une construction politique et juridique fondée sur le principe de souveraineté. Il se caractérise par l'exercice d'un pouvoir centralisé sur un territoire délimité et une population permanente, sans ingérence extérieure. Ce modèle repose sur la reconnaissance mutuelle entre Etats, chacun étant

---

<sup>1</sup> Anthony J. Nocella II, John Sorenson, Kim Socha, Atsuko Matsuoka (dir.), *Defining Critical Animal Studies*, New York : Peter Lang, 2014, introduction de David Nibert, p.1.

juridiquement égal et maître de ses affaires internes. Comme le décrira Max Weber, « *l'Etat est cette communauté humaine qui, à l'intérieur d'un territoire déterminé, revendique pour elle-même le monopole de la violence physique légitime*<sup>2</sup> », ce qui lui confère sa légitimité politique. Si le traité de Westphalie ne crée pas directement un Etat économique au sens moderne, il établit néanmoins les conditions d'un espace politique autonome où chaque Etat peut définir sa propre politique économique. Ce cadre inaugure un ordre international fondé sur la coexistence d'entités souveraines, indépendantes et reconnues comme telles dans le droit international.

Depuis près de quatre siècles, l'Etat en tant qu'institution a joué un rôle central dans la structuration et la diffusion des régimes alimentaires ainsi que des modèles agricoles à l'échelle mondiale. Par le biais de politiques publiques, de subventions, et d'accords internationaux, il a largement contribué à l'essor et à la généralisation d'un modèle agricole fondé sur l'élevage (extensif puis intensif) et l'exploitation animale<sup>3</sup>. Ce processus s'est souvent accompagné d'une marginalisation et d'une souffrance accrue, non seulement pour les populations animales concernées, mais aussi pour certaines populations humaines, notamment dans les pays du Sud, qui ont été décimées et contraintes à des formes de dépendance économique et agricole. Ainsi, l'Etat a façonné activement ces dynamiques, favorisant majoritairement des intérêts économiques au détriment de la justice sociale et écologique.

En s'appuyant sur la théorie de la stratification ethnique de Donald Noel<sup>4</sup>, David Nibert développe, dans sa théorie de l'oppression, l'idée selon laquelle trois facteurs légitiment l'oppression d'une population<sup>5</sup>. Tout d'abord la poursuite du gain matériel ; les êtres humains et les autres animaux peuvent être exploités comme force de travail au service du gain économique d'un autre groupe, ou bien être déplacés voire éliminés lorsqu'ils sont perçus comme des concurrents pour l'accès à des ressources convoitées, telles que la terre ou l'eau. Le second volet de la théorie de l'oppression réside dans la capacité d'un groupe à imposer sa volonté à un autre, indépendamment de toute forme de résistance. Au cours de l'histoire humaine, la forme la plus concentrée de ce pouvoir a été l'Etat<sup>6</sup>. Les détenteurs du pouvoir étatique ont ainsi utilisé l'autorité de l'Etat pour institutionnaliser et légaliser l'oppression, tout

---

<sup>2</sup> Max Weber, *Le Savant et le Politique*, trad. de l'allemand par Julien Freund, Paris, Éditions 10/18, 1990, p. 109.

<sup>3</sup> Harriet Friedmann et Philip McMichael, « Agriculture and the State System: The Rise and the Decline of National Agricultures, 1870 to the Present », *Sociologia Ruralis*, vol. 29, n° 2, Oxford : Wiley-Blackwell, 1989

<sup>4</sup> Donald Noel, *Social Problems*, vol. 16, n° 2, 1968, p. 157–172.

<sup>5</sup> David Nibert, *Animal Oppression and Human Violence: Domesecration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 274.

<sup>6</sup> David Nibert, « Introduction », dans Anthony J. Nocella II, John Sorenson, Kim Socha et Atsuko Matsuoka (dir.), *Defining Critical Animal Studies*, New York : Peter Lang, 2014, p. 16.

en protégeant et en favorisant l'expansion de pratiques oppressives. Enfin, le troisième volet de cette théorie est le contrôle idéologique, défini comme un ensemble de croyances partagées qui expliquent et justifient un ordre social existant ou souhaité. Afin de limiter ou d'atténuer les contestations, le traitement oppressif des groupes dévalorisés doit être présenté comme une situation naturelle et normale. Les explications qui dénigrent certains groupes d'humains ou d'animaux, telles que le racisme, le sexisme ou le spécisme, relèvent de ces idéologies. Ces croyances ne constituent pas la cause première de l'oppression, mais elles légitiment et renforcent une exploitation dont la motivation essentielle demeure économique.

Ainsi, dans quelle mesure l'émergence de l'Etat en tant qu'institution politique souveraine, centralisée et détentrice du monopole de la contrainte légitime, a-t-elle constitué un levier majeur dans l'intensification historique de l'exploitation animale et dans la généralisation d'un régime alimentaire mondialisé fondé sur la consommation de produits d'origine animale ?

Une première partie examinera le contexte historique de la formation de l'Etat moderne en Europe et expliquera en quoi la stabilité politique qui en a découlé a favorisé l'expansion à l'échelle mondiale de la recherche de ressources, notamment de terres destinées aux pâturages, contribuant ainsi à l'intensification de l'exploitation animale.

La seconde partie analysera le lien structurel entre la production céréalière et le développement exponentiel de l'élevage, pensé comme un marché artificiel destiné à absorber les surplus agricoles. Ce système a été institué, soutenu et promu par les Etats, notamment à travers des subventions publiques, des politiques économiques de libre-échange et la diffusion d'un régime alimentaire fondé sur la consommation de viande.

Enfin, la troisième et dernière partie s'attachera à mettre en lumière les recompositions contemporaines du pouvoir, en montrant comment, à partir de la seconde moitié du XXe siècle, Etats et multinationales ont constitué les acteurs centraux de la structuration d'un nouvel ordre alimentaire mondial. Ce nouveau paradigme a non seulement entraîné une explosion de la consommation de produits issus de l'exploitation animale, mais également une dégradation accrue des écosystèmes et des équilibres environnementaux.

# I - L'Etat-nation comme moteur de la légitimation de l'exploitation animale

## I-1 Domestication et proto-états

Pendant la majeure partie de leur existence sur Terre, les membres de l'espèce humaine ont vécu relativement paisiblement et ont survécu en partageant les ressources obtenues par la cueillette et la recherche de nourriture. Les débuts de l'agriculture ont creusé le fossé entre les humains et les autres animaux. Dans certaines régions du monde, les humains sont passés de la chasse à la capture et au contrôle de la reproduction de plusieurs espèces animales afin de les exploiter comme source de nourriture et de ressources diverses<sup>7</sup>.

L'oppression systémique des humains et des autres animaux a commencé il y a environ 10,000 ans, avec l'avènement de la société agricole en Eurasie<sup>8</sup>. Les humains ont capturé et commencé à manipuler biologiquement et à élever un nombre important d'animaux sociables de grande taille tels que les vaches, les chèvres, les porcs, les moutons et les chevaux, et à les exploiter comme travailleurs ainsi que comme source de nourriture et de vêtements. La domestication des animaux a été un pilier central de toute l'infrastructure de l'oppression animale.

Au fil des siècles, les productions agricoles ont été accaparées par une classe émergente d'élites et de guerriers, au sein d'empires naissants et d'organisation sociales plus ou moins centralisées. L'invasion d'autres civilisations humaines est alors devenue une forme primaire de développement et d'expansion économiques. Cette pratique a été rendue possible par l'exploitation d'animaux tels que les chevaux, les chameaux, les chiens et les éléphants comme instruments de guerre et des vaches comme outils de travail et sources de nourriture<sup>9</sup>.

L'invasion des Amériques par les Espagnols, qui a entraîné un niveau sans précédent de violence, n'a été rendue possible que par l'utilisation des chevaux comme instruments de guerre, l'utilisation des vaches, des cochons, des moutons et des chèvres comme sources de nourriture et le massacre de la population autochtone par des maladies zoonotiques que les Espagnols ont introduites sur ce continent nouvellement colonisé<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> David Nibert, *Animal Oppression and Human Violence: Domestration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 10.

<sup>8</sup> Patricia Noland et Gerhard Lenski, *Human Societies : An Introduction to Macrosociology*, 10<sup>e</sup> éd., New York : Paradigm Publishers, 2006.

<sup>9</sup> Stephen Sernau, *Worlds Apart: Social Inequalities in a Global Society*, Thousand Oaks (CA) : Pine Forge Press, 2006.

<sup>10</sup> Alfred W. Crosby, *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492*, Westport (CT) : Greenwood Publishing, 1972.

Le Traité de Westphalie au XVII<sup>e</sup> siècle marque un tournant majeur dans l'histoire des relations internationales en amorçant un changement de paradigme de structures d'organisations impériales vers un système d'états-nations souverains dans sa composante moderne, avec des frontières fixes, des autorités légitimes reconnues et des relations bilatérales. Après plusieurs dizaines d'années de guerre - notamment la guerre de Trente Ans au sein du Saint-Empire romain germanique et la guerre de Quatre-Vingts Ans entre l'Espagne et les Provinces-Unies (futurs Pays-Bas) - les pertes humaines, économiques et sociales étaient énormes. La pression populaire a poussé les dirigeants à négocier la paix et à reconnaître la souveraineté des Etats, en particulier le droit pour chaque Etat de décider de sa politique intérieure, notamment religieuse. Ce traité a posé les jalons du système international moderne, fondé sur des Etats égaux en droit, malgré leurs différences de puissance. L'exploitation animale, sous toutes ses formes, sera un élément crucial de ce nouvel ordre mondial, dominé par des Etats qui reconnaissent leurs souverainetés respectives, mais la refusent aux peuples colonisés.

Cet avènement de l'Etat en tant qu'institution ne fera qu'accroître et assoir l'exploitation et l'oppression animales à une échelle encore jamais vue. Une grande partie de l'oppression des peuples autochtones en Amérique latine, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans de nombreuses parties de l'Afrique a été entreprise principalement pour obtenir des terres pour la production de laine et l'élevage de bœuf<sup>11</sup>. Cette domination mondiale par les premiers Etats, rendue possible par l'exploitation des autres animaux, était motivée par le désir de profit et était soutenue par des aides financières, ersatz de premières politiques publiques. Les idéologies racistes et spécistes, qui ont cherché leur légitimité à travers des arguments pseudo-scientifiques, servaient entre-temps à rationaliser et à défendre les oppressions à la fois des humains et des autres animaux, liées consubstantiellement en tant que sujets d'exploitations arbitraires<sup>12</sup>.

## **I-2 La colonisation, un accaparement de terres pour l'élevage**

### **I-2-a La mainmise sur les terres irlandaises par les Britanniques**

Avant d'entamer leur entreprise coloniale violente et destructrice dans des régions éloignées du globe, les élites britanniques avaient d'abord mis en œuvre ces pratiques plus près de chez elles, notamment à travers l'expropriation de terres à des fins d'élevage et l'exploitation de la main-

---

<sup>11</sup> James Bodley, *Victims of Progress*, 5<sup>e</sup> éd., Lanham (NJ) : AltaMira Press, 2008.

<sup>12</sup> David Nibert, « The Fire Next Time: The Coming Cost of Capitalism, Animal Oppression and Environmental Ruin », *Journal of Human Rights and the Environment*, vol. 3, 2012, p. 141.

d'œuvre en Irlande et en Écosse<sup>13</sup>. L'Angleterre fut un des initiateurs de cet accaparement de ressources dans le cadre d'une expansion au-delà de ses frontières. Par exemple, le mouvement des enclosures<sup>14</sup> des terres agricoles en Grande Bretagne a forcé les humains les plus pauvres à quitter la campagne, où les terres qu'ils utilisaient leur ont été accaparées pour élever des moutons. La laine des moutons était ensuite envoyée vers les zones urbaines où ceux qui avaient été déplacés de leurs terres ancestrales, transformés en prolétariat urbain, furent exploités dans les usines textiles pour travailler cette laine. L'Irlande fut particulièrement touchée par ce mouvement.

Bien que les nouveaux propriétaires terriens aient reloué de petites parcelles de terre aux irlandais, ils comprirent, avec le temps, que l'utilisation de ces terres pour l'élevage de vaches et de moutons à destination des marchés britanniques émergents s'avérait bien plus lucrative. Les éleveurs britanniques, inquiets des effets de baisse des prix provoqués par ces importations en provenance d'Irlande, réussirent à influencer les instances gouvernantes. L'Etat britannique adopta alors les lois sur le bétail « Cattle Acts » au XVIIe siècle, qui interdisaient totalement l'importation en Grande-Bretagne de bétail irlandais, de moutons, de bœuf, de beurre et de porc<sup>15</sup>.

Ces restrictions imposées par les Cattle Acts pour l'accès aux marchés britanniques ayant réduit drastiquement la demande, le prix du bœuf salé produit en Irlande chuta drastiquement. En tant que denrée bon marché et abondante, le bœuf salé devint un facteur crucial dans la rentabilité de la production de sucre dans les Caraïbes, car il constituait une source alimentaire essentielle pour les personnes réduites en esclavage dans les plantations britanniques<sup>16</sup>.

Cette exportation fut également d'une grande importance pour la France, qui utilisait le bœuf salé pour nourrir les esclaves travaillant dans les plantations sucrières des îles caribéennes arrachées à l'Espagne. L'importance du bœuf salé, qualifié de « nourriture d'esclave bon marché, riche en protéines et facilement conservable<sup>17</sup> », dans l'exploitation rentable de la

---

<sup>13</sup> David Nibert, *Animal Oppression and Human Violence : Domesecration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 126.

<sup>14</sup> Le mouvement des enclosures comprend les changements qui, dès le xiii<sup>e</sup> siècle et surtout de la fin du xv<sup>e</sup> siècle jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle, ont transformé, dans certaines régions de l'Angleterre, l'agriculture traditionnelle, qui se faisait jusqu'alors dans le cadre d'un système de coopération et de communauté d'administration de terres appartenant à un seigneur local. Cela a abouti à réserver l'usage de ces terres seigneuriales à quelques personnes choisies par le propriétaire, chaque champ étant désormais séparé du champ voisin par une barrière, voire une haie comme dans un bocage.

<sup>15</sup> Joel Mokyr, *The Economics of the Industrial Revolution*, Lanham (MD) : Rowman and Littlefield, 1989, p. 141.

<sup>16</sup> Barbara Lewis Solow et Stanley L. Engerman, *British Capitalism and Caribbean Slavery: The Legacy of Eric Williams*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004.

<sup>17</sup> Mark Kurlansky, *Salt: A World History*, New York : Penguin, 2003, p. 125.

main-d'œuvre servile se manifeste clairement dans la réaction à l'interdiction temporaire d'importation en provenance d'Irlande décrétée par la France en 1672. Le gouverneur français des îles coloniales des Caraïbes en appela alors au Secrétaire de la marine : « *Je suis quotidiennement tourmenté de devoir vous expliquer que, si l'interdiction du bœuf irlandais se poursuit, il est certain que nos îles ne pourraient être frappées d'une plus grande catastrophe, car si les esclaves manquent de bœuf, les colons manqueront d'esclaves*<sup>18</sup>. »

Afin de ne pas fragiliser sa puissance coloniale, l'Etat britannique abrogea les lois sur le bétail, levant ainsi l'embargo sur le bétail, la viande, le beurre et le fromage irlandais dans les ports anglais, établissant ainsi un libre-échange de ces produits entre les deux pays<sup>19</sup>. La conséquence immédiate fut que ces denrées atteignirent de tels prix en Angleterre que l'agriculture céréalière en Irlande devint non rentable en comparaison. Dès lors, tous les efforts furent concentrés sur la transformation des terres arables en pâturages pour les moutons ou en prairies d'élevage. Les propriétaires terriens entamèrent l'expulsion des tenanciers<sup>20</sup>, le démantèlement des petites exploitations et même la saisie des terres communales et des pâturages villageois à travers tout le pays, avec des conséquences désastreuses pour les travailleurs agricoles et les cottiers<sup>21</sup>. Sur ces terres où cent familles vivaient autrefois de leurs petites exploitations ou louaient leur force de travail aux grands fermiers, une douzaine de bergers suffisaient désormais. La population irlandaise résista au contrôle britannique, mais les expropriations foncières se poursuivirent pendant plusieurs décennies. Entre 1820 et 1840, le nombre de vaches exportées d'Irlande fut multiplié par quatre et 90 % des travailleurs auparavant nécessaires à la plantation et à la récolte étaient devenus superflus<sup>22</sup>. En 1845, la culture de la pomme de terre, dont dépendait une large partie de la population exploitée en Irlande, fut frappée par une maladie. Les conséquences sur le peuple irlandais furent catastrophiques : plus d'un million de personnes périrent et plus de deux millions furent forcées d'émigrer vers d'autres cieux<sup>23</sup>.

Cette tragédie qui toucha des millions de personnes entraîna une augmentation des profits pour les éleveurs et leurs alliés, puisque les terres abandonnées furent converties en pâturages. Entre 1846 et 1874, le nombre de bovins exportés d'Irlande vers l'Angleterre fut multiplié par plus

---

<sup>18</sup> Bertie Mandelblatt, « A Transatlantic Commodity: Irish Salt Beef in the French Atlantic World », *History Workshop Journal*, vol. 63, no 1, 2007, p. 19.

<sup>19</sup> James Connolly, *Labour in Irish History*, Dublin : New Books, 1973, p. 15.

<sup>20</sup> Personne qui tenait des terres en tenure, dépendantes d'un fief auquel il était dû des cens ou autres droits.

<sup>21</sup> Fermier précaire qui vit dans cottage.

<sup>22</sup> Ronald Takaki, *A Different Mirror: A History of Multicultural America*, Boston : Little, Brown, 1993, p. 141.

<sup>23</sup> Susan Campbell Bartoletti, *Black Potatoes: The Story of the Great Irish Famine, 1845-1850*, Boston : Houghton Mifflin, 2001, p. 168.

de deux, passant de 202 000 à 558 000<sup>24</sup> et plus de 50 % des terres furent consacrées à l'élevage de vaches. Une fois la population humaine autochtone et leurs propres animaux domestiques évincés, un nombre croissant de moutons fut élevé sur ces terres ; leur laine était envoyée aux filatures du Yorkshire tandis que les moutons se retrouvaient dans les boucheries et marchés de Londres.

La pratique de l'élevage intensif encouragée par l'Etat britannique en Irlande entraîna un enchevêtrement de l'oppression des humains et des autres animaux. Leurs destins se retrouvèrent alors liés à ceux des travailleurs réduits en esclavage dans les Caraïbes, qui dépendaient en grande partie du bœuf salé pour leur alimentation. Cette politique d'accaparement des terres, et d'expulsions systémiques, a provoqué une augmentation massive du nombre de « marginaux » en Grande-Bretagne, qualifiés de vagabonds ou de criminels et fut l'un des facteurs ayant contribué à la colonisation britannique de l'Australie, un continent qui présentait un très fort potentiel pour l'élevage<sup>25</sup>.

### **I-2-b L'invasion de l'Australie par les Britanniques**

L'Australie représentait initialement une solution pour l'élite britannique pour se débarrasser à l'autre bout de la planète d'un grand nombre de condamnés, généralement des individus pauvres et marginalisés, et dont le nombre ne cessait de croître. Toutefois, les perspectives de nouveaux gains commerciaux ne tardèrent pas à se révéler : l'Australie présentait également un potentiel en tant que source de matières premières. Son climat tempéré et l'abondance de ses terres se prêtaient parfaitement à l'élevage à grande échelle, permettant notamment à la laine produite en Australie de réduire la dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard des approvisionnements étrangers<sup>26</sup>. Le nombre de moutons fut multiplié par dix en une décennie passant de 100 000 en 1820 à un million en 1830. Cependant, des difficultés surgirent, car les territoires convoités, comme cela fut le cas dans d'autres colonies, étaient déjà occupés par des êtres humains autochtones et d'autres espèces animales. Les colonisateurs britanniques tentèrent fréquemment de s'approprier des pâturages qui revêtaient une importance particulière pour les Aborigènes, notamment les zones disposant de sources d'eau douce. Les groupes aborigènes cherchèrent à défendre leurs terres ancestrales et, privés de ressources alimentaires, commencèrent à tuer les

---

<sup>24</sup> Jeremy Rifkin, *Beyond Beef: The Rise and Fall of the Cattle Culture*, New York : Penguin, 1992, p. 57.

<sup>25</sup> David Nibert, *Animal Oppression and Human Violence : Domestration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 132.

<sup>26</sup> *Australia: The Complete Encyclopedia*, New York : Firefly, 2001, p. 110.

vaches et les moutons introduits par les colonisateurs<sup>27</sup>. De nombreux Aborigènes furent torturés et assassinés pour avoir tenté de défendre leurs terres, et un grand nombre d'autres moururent à la suite de maladies zoonotiques introduites par les européens. L'effet combiné des violences et des épidémies réduisit la population autochtone de 95%, qui s'élevait à environ 750 000 individus avant la colonisation, à moins de 50 000 personnes un siècle plus tard.

À mesure que l'expropriation des terres se poursuivait, le nombre de moutons en Australie atteignit soixante-dix millions en 1900. Les moutons et les bovins en vinrent à entrer en concurrence directe avec les populations aborigènes pour l'accès à la végétation et à l'eau, entraînant des conflits inévitables entre Aborigènes et européens. Certains groupes, tels que les Ngadidji et les Aranda, furent tout simplement annihilés par les éleveurs.

Alors que les expériences des Aborigènes ont été très similaires à celles des peuples autochtones confrontés à la colonisation et à l'extermination dans les Amériques, le sort des kangourous, wallabies et dingos a, à bien des égards, rappelé celui des bisons, loups, chiens de prairie et autres animaux des plaines américaines. Les kangourous ont rapidement été considérés comme des « nuisibles » par les colons éleveurs, en raison de leur compétition avec les bovins et les moutons pour la végétation. L'historien spécialiste de la colonisation de l'Australie, A.J. Marshall, décrit ainsi les pratiques des colonisateurs européens : « *Il fallait tuer tous les gros animaux sur la propriété. Il était donc compréhensible que les premiers colons aient souhaité éliminer les kangourous. Ce qui était plus difficilement compréhensible fut que ces personnes massacraient sauvagement tous les kangourous présents sur les terres, ainsi que tous les koalas, paddymellons (une petite espèce semblable au kangourou), bilbys (marsupiaux ressemblant à des lapins) et outardes (grands oiseaux apparentés aux grues)*<sup>28</sup>. » Les kangourous furent chassés et tués à un point tel qu'ils devinrent des espèces menacées et plusieurs sous-espèces disparurent complètement. Les dingos furent eux aussi piégés et empoisonnés en grand nombre. Ces dynamiques destructrices se poursuivirent tout au long du XIXe siècle, alors que l'industrie de l'élevage promue par l'Etat britannique et fondée sur l'oppression des moutons et bovins, l'extermination et le déplacement des populations autochtones, ainsi que l'élimination d'autres animaux « nuisibles », continua à tirer profit de la fourniture de peaux, de laine et de viande aux marchés britanniques.

---

<sup>27</sup> Ian D. Clark et Toby Heydon, *A Bend in the Yarra: A History of the Merri Creek Protectorate Station Merri Creek Aboriginal School, 1841–1851*, Canberra : Aboriginal Studies Press, 2004, p. 13.

<sup>28</sup> A. J. Marshall, « On the Disadvantages of Wearing Fur », dans *The Great Extermination: A Guide to Anglo-Australian Cupidity, Wickedness, and Waste*, dir. A. J. Marshall, Londres : William Heinemann, 1966, p. 18, traduction libre de l'auteur.

La place de la Grande-Bretagne en tant que première puissance mondiale au XIXe siècle fut donc largement favorisée par sa politique étatique de colonisation précoce et par le pillage de l'Irlande, des incursions rendues possibles en grande partie par l'usage des chevaux comme instruments de guerre. Les invasions du XIXe siècle en Australie et en Nouvelle-Zélande s'appuyèrent elles aussi sur l'exploitation des chevaux, ainsi que sur la disponibilité de viande salée, dont une grande partie provenait d'Irlande, tout en tirant parti des maladies zoonotiques infectieuses introduites dans la région par les Britanniques<sup>29</sup>.

### I-2-c La conquête de l'Amérique latine

Comme cela avait été le cas aux États-Unis et en Australie, l'Etat britannique investit massivement dans les opérations d'élevage et d'abattage au Brésil, en Argentine, au Chili et en Uruguay, ainsi que dans les infrastructures nécessaires à une exportation efficace. Dans la région du Río de la Plata en Argentine, l'élevage fut créé puis facilité grâce à l'importation continue d'animaux de race britannique, qui circulaient sur des chemins de fer appartenant à des intérêts britanniques jusqu'aux usines équipées et financées par des capitaux britanniques, d'où le produit fini était expédié sur des navires à vapeur britanniques vers l'Angleterre, qui resta longtemps le seul marché d'exportation<sup>30</sup>.

Comme en Amérique du Nord durant la même période, les populations autochtones d'Argentine, poussées par la faim et la frustration, en vinrent à voler du bétail. La réponse fut une campagne d'extermination menée par l'armée argentine entre 1879 et 1880, connue sous le nom de « Conquête du Désert ». Julio Argentino Roca, président de l'Argentine ayant dirigé cette campagne militaire, se félicita ainsi qu' « *il ne reste plus aucun lieu dans le désert où les indiens puissent désormais se rassembler pour menacer les colons sur la Pampa. Partout, c'est une terre couverte de bons pâturages*<sup>31</sup>. »

Une fois les populations autochtones vaincues, la valeur des terres sur les plaines s'envola. La région fut bientôt envahie de colons, d'animaux domestiqués et de capitaux. Le nombre de bovins et de moutons augmenta considérablement en Argentine et, comme aux États-Unis, l'élite britannique investit massivement dans les chemins de fer afin d'acheminer les produits d'origine animale jusqu'aux ports, notamment après la mise au point des techniques de

---

<sup>29</sup> David Nibert, *Animal Oppression and Human Violence : Domesecration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 167.

<sup>30</sup> Simon G. Hanson, *Argentine Meat and the British Meat Market: Chapters in the History of the Argentine Meat Industry*, Palo Alto (CA) : Stanford University Press, 1938, p. 18.

<sup>31</sup> Alfred Hasbrouck, « The Conquest of the Desert », *Hispanic American Historical Review*, vol. 15, no 2, mai 1935, p. 222

réfrigération. Lorsque la capacité de réfrigérer les wagons fut étendue aux navires transocéaniques, les exportations de bœuf latino-américain vers la Grande-Bretagne s'envolèrent. Cette politique économique assumée par l'Etat britannique avait pour objectif principal de nourrir la population à des prix compétitifs, tout en engrangeant des profits colossaux pour l'élite du pays et en renforçant l'influence britannique dans des régions éloignées face aux autres puissances européennes. En 1889, la viande provenant d'un million de bovins des pampas était envoyée chaque année vers la Grande-Bretagne<sup>32</sup>. La population ovine et les exportations de laine croissaient également de façon spectaculaire, passant de 2,5 millions de moutons et 1 812 tonnes de laine en 1830 à 41 millions de moutons et 65 704 tonnes en 1870, puis à 61 millions de moutons et 92 112 tonnes en 1880, et enfin à 75 millions de moutons et 228 358 tonnes en 1901<sup>33</sup>. En 1913, Charles Reginald Enock, ingénieur minier britannique, fit l'observation suivante concernant le traitement des animaux domestiqués dans la région : « *À l'heure actuelle, le contraste entre le luxe de la demeure des riches estancieros<sup>34</sup> et la condition primitive de ses terres, de son bétail et de ses ouvriers agricoles est probablement plus marqué que dans toute autre région. Le féodalisme agricole dans le Nouveau Monde, du Mexique à l'Argentine, s'éteint lentement du fait de l'influence des Etats européens* <sup>35</sup>. »

### **I-2-d L'appropriation du continent africain par les Européens**

À l'origine, la principale motivation des Européens pour acquérir un grand nombre d'animaux domestiqués était de subvenir aux besoins de leurs colonies. La pointe sud de l'Afrique devint une région déterminante dans le cadre des échanges mondiaux. Une grande partie de la demande en viande provenait des navires européens faisant escale au Cap ou à Simon's Town pour se ravitailler, dans le cadre de leur exploitation de l'Inde, de la Chine, de l'Asie du Sud-Est et de l'Océanie. Les opportunités commerciales pour les colons de la région augmentèrent au début du XIXe siècle, avec le développement des plantations de canne à sucre sur l'île Maurice et dans l'océan Indien, ce qui engendra une demande en viande salée destinée à nourrir les esclaves ; une usine de production de viande salée fut ainsi construite dans la baie d'Algoa au sud-est de l'Afrique du Sud. Dans les années 1860, la découverte d'or et de diamants en Afrique

---

<sup>32</sup> Raymond Kent, *Latin America: Its Problems and Its Promise*, New York, Appleton-Century-Crofts, 1965, p. 319.

<sup>33</sup> George V. Rauch, *Conflict in the Southern Cone: The Argentine Military and the Boundary Dispute with Chile, 1870–1902*, Westport (CT) : Praeger, 1999, p. 57.

<sup>34</sup> Propriétaire terrien, souvent d'origine européenne, qui possède une estancia, c'est-à-dire une grande exploitation agricole ou pastorale, typiquement en Argentine, en Uruguay ou au Chili, consacrée principalement à l'élevage extensif de bovins ou de moutons.

<sup>35</sup> Charles Reginald Enock, *The Republics of Central and South America: Their Resources, Industries, Sociology, and Future*, Londres : J. M. Dent and Sons, 1913, p. 151-152.

du Sud ouvrit un nouveau marché commercial pour les animaux domestiqués, utilisés à la fois comme force de travail et comme source de nourriture. La demande explosa et la solution britannique à la pénurie d'animaux domestiqués et aux difficultés logistiques d'approvisionnement des soldats en Afrique du Sud consista à recourir à la viande réfrigérée provenant d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Argentine. Ainsi, l'oppression systémique des autochtones et des animaux qui ont permis l'expansion des activités d'élevage dans d'autres parties du monde ont également donné lieu à des conflits violents en Afrique du Sud, qui entraîna notamment la mort de 28 000 femmes et enfants dans les camps de concentration britanniques<sup>36</sup>.

Le potentiel gigantesque que représentait le continent africain pour les Etats européens attisait la concurrence et menaçait l'ordre politique issu du Traité de Westphalie. Le chancelier allemand Otto Van Bismarck convoqua alors les Etats européens en 1884 à la Conférence de Berlin sur l'Afrique qui eut pour objectif d'éviter les conflits entre Etats européens en légitimant l'expansion coloniale. Cette conférence aboutit au partage de l'Afrique entre puissances coloniales, à des divisions territoriales arbitraires sans égard pour les réalités ethniques, linguistiques ou culturelle et à l'exclusion totale des populations africaines des décisions sur leur propre destin. Derrière un discours de civilisation et d'ordre international, cette conférence fut un outil diplomatique pour légitimer l'appropriation violente des terres et des ressources de l'Afrique.

Instigatrice de la conférence, l'Allemagne envahit la région sud-ouest de l'Afrique, où se trouve aujourd'hui la Namibie, et où vivaient les Hereros, une société semi-pastorale. Les envahisseurs avaient pour objectif de remplacer les Hereros par des éleveurs allemands et de transformer les peuples autochtones en une main-d'œuvre exploitable. Ce projet fut formulé de manière explicite par le président de la Commission allemande de colonisation : « *La décision de coloniser en Afrique australe ne signifie rien d'autre que l'obligation pour les tribus indigènes de se retirer des terres sur lesquelles elles font paître leur bétail afin de permettre à l'homme blanc de faire paître le sien. A ceux qui remettraient en question la justification morale de cette position, la réponse est que, pour des peuples du niveau culturel des indigènes d'Afrique australe, la perte de leur barbarie primitive et le développement d'une classe de travailleurs*

---

<sup>36</sup> Simon Gabriel Hanson, *Argentine Meat and the British Market: Chapters in the History of the Argentine Meat Industry*, Stanford (Californie) : Stanford University Press, 1938, p. 122.

*au service et sous la dépendance des Blancs constitue avant tout un impératif de survie imposée par la civilisation*<sup>37</sup>. »

En 1904, les Hereros se révoltèrent contre la domination coloniale et l'expropriation de leurs terres. L'Allemagne répondit par le massacre d'environ 63 000 Hereros, soit les trois quarts de la population. Cette tuerie est aujourd'hui considérée par de nombreux historiens comme le premier acte de génocide du XXe siècle. Le bétail des Hereros fut saisi, leurs terres divisées en grands ranchs et un système brutal de travail forcé fut imposé aux survivants. L'Allemagne déclara illégal pour les peuples autochtones de posséder des terres ou des animaux, et ces derniers furent contraints de travailler à toute tâche que leurs maîtres coloniaux leur assigneraient<sup>38</sup>.

Lorsque les Français envahirent l'Afrique de l'Ouest, ils rencontrèrent également des résistances, en particulier de la part de la société touarègue, composée de pasteurs nomades. Les Français massacrèrent des milliers de Touaregs et consolidèrent leur domination en instaurant une taxe sur les animaux. Ces taxes devaient être payées en espèces, et l'un de leurs objectifs explicites était de contraindre les petits éleveurs d'autosubsistance à produire davantage pour le marché<sup>39</sup>. En raison de cette obligation fiscale, ces derniers s'efforcèrent d'augmenter le nombre d'animaux domestiqués sous leur contrôle, qu'ils vendaient ensuite à de grandes exploitations d'élevage appartenant à des Européens, installées dans le nord du Nigeria.

Le développement des exploitations d'élevage européennes en Afrique entraîna des conséquences désastreuses pour les animaux sauvages locaux. Un nombre incalculable fut tué, car perçu comme une menace pour les profits des éleveurs. Les antilopes furent massivement abattues en raison de leur statut de brouteurs, ce qui les plaçait comme concurrents des vaches et des moutons. D'autres brouteurs, tels que le bubale bleu (une sous-espèce d'antilopes) et le quagga (une sous-espèce de zèbre), furent chassés jusqu'à l'extinction. Les animaux considérés comme des prédateurs des espèces d'élevage furent également chassés, piégés et empoisonnés en grand nombre. Les lions étaient généralement les premiers à être éliminés en raison de leur propension à chasser de jour près des sources d'eau fraîche. Les hyènes, chacals, léopards,

---

<sup>37</sup> Department of Information and Publicity, SWAPO of Namibia, *To Be Born a Nation: The Liberation Struggle for Namibia*, Londres : Zed, 1981, p. 17.

<sup>38</sup> Department of Information and Publicity, SWAPO of Namibia, *To Be Born a Nation: The Liberation Struggle for Namibia*, Londres : Zed, 1981, p. 18.

<sup>39</sup> Jeremy Swift, « Sahelian Pastoralists: Underdevelopment, Desertification, and Famine », *Annual Review of Anthropology*, vol. 6, 1977, p. 471.

babouins, caracals, chats sauvages et chiens sauvages furent aussi tués en grand nombre, soit par balle, soit en étant capturés dans des pièges à ressort appâtés. Dans la région du Cap Occidental en Afrique du Sud, les clubs de chasse et les clubs d'« empoisonneurs » se multiplièrent, et pendant des années eurent lieu des « Congrès de l'empoisonnement des animaux sauvages ». Les autorités locales mirent en place des primes sur la tête de ces animaux libres et versaient des récompenses à la présentation de leurs peaux<sup>40</sup>.

D'autres colons capturaient des animaux sauvages vivants dans le but de les exhiber, car ces animaux exotiques conféraient un prestige considérable aux zoos de Londres, Paris et Berlin. Ce prestige découlait du pouvoir accumulé par la conquête. L'écrivain britannique John Berger souligne que, au XIXe siècle, les zoos publics constituaient une validation du pouvoir colonial moderne. La capture d'animaux représentait symboliquement la conquête de toutes les terres lointaines et exotiques<sup>41</sup>.

L'exploitation animale apparaît ainsi consubstantielle à la politique étatique de colonisation menée par les puissances européennes. Aux côtés des populations autochtones brutalement dépossédées et éliminées, les animaux sauvages originaires des territoires colonisés, tout comme les espèces domestiquées introduites par les colonisateurs, ont été soumis à une exploitation intensive et à des massacres systématiques.

### **I-3 Un nouvel ordre mondial économique imposé par les états-nations : échanges coloniaux et industrialisation**

La stabilité politique instaurée par la souveraineté des états-nations européens, conjuguée à la dynamique de compétition économique qu'elle a engendrée, a façonné un nouvel ordre économique mondial, donnant naissance à un système productif agricole mondialisé. Ce nouveau système a été conceptualisé par Harriet Friedmann et Philip McMichael en tant que premier régime alimentaire mondialisé (« *First Food Regime* »). Les importations européennes de blé et de viande en provenance des colonies de peuplement<sup>42</sup>, ainsi que les exportations de capitaux et de populations pour organiser la production, constituaient le cœur du premier régime alimentaire, orienté vers le capitalisme industriel. Après que des colons s'installèrent en s'appropriant des terres indigènes, ces colonies produisirent à grande échelle du blé et de la

---

<sup>40</sup> David A. Nibert, *Animal Oppression and Human Violence : Domesecration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 164.

<sup>41</sup> John Peter Berger, *Why Look at Animals ?*, dans *The Animals Reader : The Essential Classic and Contemporary Writings*, éd. par Linda Kalof et Amy J. Fitzgerald, Oxford/New York : Berg, 2007, p. 259.

<sup>42</sup> Essentiellement les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine et l'Australie

viande qu'ils exportèrent massivement vers une Europe en phase d'industrialisation. Ces produits alimentaires - dont en grande partie de la viande salée nécessaire aux ouvriers pour soutenir des cadences infernales - étaient essentiels pour nourrir à bas coûts la naissante classe ouvrière. L'Europe, de son côté, envoyait des capitaux pour développer les infrastructures agricoles et de transports, ainsi que des colons pour organiser et exploiter la production. Ce système circulaire constitua le noyau du premier régime alimentaire mondial qui soutint le développement du capitalisme industriel en Europe et reposa sur une hiérarchie globale entre les centres (situés en Europe) et les périphéries (les colonies)<sup>43</sup>.

La concurrence commerciale s'intensifia au cours du troisième quart du XIXe siècle, exerçant une pression sur les profits et incitant les Etats rivaux à protéger leurs marchés nationaux pour l'industrie et à élargir leurs blocs coloniaux<sup>44</sup>. La concurrence que représentait les exportations agricoles issues des colonies de peuplement a stimulé un mouvement européen de long terme visant à protéger l'agriculture nationale.

Les importations ont permis au capital européen d'échapper aux limites à l'accumulation imposées par la propriété foncière, notamment les prix élevés des denrées alimentaires<sup>45</sup>. Elles ont également posé les bases d'un nouveau type d'agriculture commerciale d'exportation, qui a servi de fondement à la pérennité des nouveaux états-nations. L'agriculture dans les colonies a permis de réduire le coût de production des denrées agricoles. Les évolutions techniques ultérieures, en particulier la mécanisation de la récolte, ont permis à cette agriculture de s'adapter aux pénuries de main-d'œuvre, lié notamment aux massacres des populations autochtones. La spécialisation dans la production céréalière, ainsi que l'élevage extensif à grande échelle, ont été activement soutenus par les Etats colonisateurs<sup>46</sup>. Ce soutien s'est manifesté par des politiques étatique favorisant l'attribution de terres, l'immigration, ainsi que par la mise en place d'infrastructures essentielles comme les chemins de fer et les systèmes financiers de crédit initiés directement par les politiques publiques.

À la fin du XIXe siècle, l'agriculture mondiale a vu émerger de nouveaux types de relations entre Etats. Les produits complémentaires, fondés sur des différences de climat et

---

<sup>43</sup> Harriet Friedmann et Philip McMichael, « Agriculture and the State System : The Rise and Decline of National Agricultures, 1870 to the Present », *Sociologia Ruralis*, vol. 29, n° 2, août 1989, p. 93-117.

<sup>44</sup> Giovanni Arrighi, *The Geometry of Imperialism: The Limits of Hobson's Paradigm*, Londres : New Left Books, 1978.

<sup>45</sup> Alexander Gerschenkron, *Bread and Democracy in Germany*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1943.

<sup>46</sup> Philip McMichael, *Settlers and the Agrarian Question: Foundations of Capitalism in Colonial Australia*, Cambridge : Cambridge University Press, 1984.

d'organisation sociale, ont été remplacés par des produits concurrentiels, échangés selon le principe de l'avantage comparatif ricardien<sup>47</sup>. Cela a enraciné la première division internationale du travail et a soutenu une nouvelle phase de développement industriel. Le capital industriel s'est approprié certaines phases du processus agricole ; les intrants chimiques et mécaniques remplaçant progressivement les intrants biologiques produits sur la ferme.

La consolidation des états-nations européens au XIX<sup>e</sup> siècle, facilitée par la pacification progressive du continent et la centralisation du pouvoir politique, a libéré des ressources économiques et stratégiques qui furent redéployées vers l'expansion coloniale. Dans un contexte de concurrence entre puissances et de quête de souveraineté alimentaire, la recherche de terres propices à l'élevage extensif et à la production de viande est devenue un levier central des politiques étatiques. Ce processus a conduit à une colonisation à grande échelle, marquée par l'expropriation violente des populations autochtones et par l'exploitation intensive, voire l'extermination, d'animaux tant locaux que nouvellement introduits. En parallèle, les progrès techniques en matière de transport maritime et de réfrigération ont permis l'essor d'un commerce transcontinental de denrées animales à bas coût, nourrissant la classe ouvrière européenne désormais urbanisée, souvent issue elle-même d'un monde paysan dépossédé. Ce système a jeté les bases d'une première division internationale du travail et d'une industrialisation accélérée de l'Europe, fondée sur l'exploitation des ressources humaines, animales et naturelles des territoires colonisés. Ainsi, l'exploitation animale, à la fois moteur et instrument de domination, s'est imposée comme un pilier des états-nations européens dans leur conquête de l'hégémonie mondiale jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle.

## **II - De la gestion des surplus à la redéfinition des systèmes alimentaires : l'Etat au cœur du tournant industriel et productiviste**

De l'avènement de l'Etat moderne à la suite du traité de Westphalie jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, les Etats européens ont institutionnalisé l'exploitation animale au service de leur expansion territoriale et économique. Initialement mobilisée dans une logique de conquête - l'appropriation de vastes terres de pâturage dans les colonies permettant d'asseoir la souveraineté alimentaire des métropoles -, cette exploitation s'est ensuite intégrée à une

---

<sup>47</sup> L'avantage ricardien repose sur l'assertion que même si un pays est moins productif dans tous les domaines (n'a aucun « avantage absolu »), il peut se spécialiser dans ce qu'il fait relativement mieux (moins mal), pendant que l'autre pays se spécialise dans ce qu'il fait relativement mieux de son côté. Ensuite, ils échangent. Les colonies de peuplement (comme l'Australie, le Canada, l'Argentine...) produisaient les mêmes produits agricoles que l'Europe, mais à moindre coût. Chaque pays se spécialise selon son avantage comparatif, ce qui permet de réduire les coûts globaux et de soutenir le développement industriel en Europe.

division internationale du travail naissante, dans laquelle l'exportation à bas coût de denrées animales produites dans les colonies nourrissait une classe ouvrière européenne naissante. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Europe s'est transformée, passant d'un continent où les revenus provenaient principalement de l'agriculture à un continent où ils provenaient majoritairement de l'industrie.

Cette dynamique s'est poursuivie au XX<sup>e</sup> siècle selon des modalités renouvelées : les Etats occidentaux, au premier rang desquels les États-Unis, ont fait de l'élevage industriel un instrument central de leur puissance économique. En subventionnant massivement les producteurs, en mécanisant les chaînes de production, et en entretenant une demande structurellement artificielle en céréales - utilisée en grande partie pour nourrir un cheptel en croissance exponentielle -, ces Etats ont non seulement généré des profits considérables, mais ont aussi diffusé à l'échelle globale un modèle de consommation alimentaire centré sur les produits issus de l'exploitation animale. L'exploitation animale, d'abord vectrice de conquête et d'organisation impériale du monde, est devenue au XX<sup>e</sup> siècle un pilier stratégique de la domination économique et politique occidentale.

### **II-1 L'élevage comme réponse étatique aux surplus chroniques de céréales**

Les années 1920 et 1930 ont connu une crise agricole particulièrement sévère due à la mécanisation forcée des fermes, qui a engendré une production abondante et une baisse des prix. Les prix agricoles ont chuté de manière spectaculaire entre 1926 et 1932 : le maïs est passé de 0,74 dollar le boisseau à 0,32, le blé de 1,22 dollar le boisseau à 0,38, et le coton de 0,13 dollar la livre à 0,06<sup>48</sup>. De même, le revenu brut total des exploitations agricoles américaines est passé d'environ 14 milliards de dollars en 1929 à 6 milliards de dollars en 1932<sup>49</sup>. La production agricole et les communautés rurales ont été dévastées.

Dans le but de relancer un système économique défaillant et de stabiliser l'agriculture américaine, le président Franklin Roosevelt mit en œuvre un programme de dépenses publiques fédérales. L'un des volets de sa politique du New Deal visait à remédier au problème de la surproduction agricole, en particulier aux excédents de maïs. Pour sortir de la crise économique, l'Etat américain a décidé de soutenir les prix avec des minimums garantis pour certaines denrées, en contrepartie d'une limitation de la production par les agriculteurs. Des mesures

---

<sup>48</sup> Frederick Eugene Hosen, *The Great Depression and the New Deal*, Jefferson (Caroline du Nord) : McFarland & Company, Inc., Publishers, 1992.

<sup>49</sup> Frederick Eugene Hosen, *The Great Depression and the New Deal*, Jefferson (Caroline du Nord) : McFarland & Company, Inc., Publishers, 1992.

protectionnistes ont également été mises en œuvre pour favoriser la production nationale. Ces politiques avaient deux objectifs : réduire l'offre de produits agricoles, comme les céréales, et augmenter les revenus des fermiers. Si la politique agricole du New Deal atteignit le second objectif avec succès, elle échoua lamentablement quant au premier. En réalité, la combinaison des soutiens de prix et des contrôles de production stimula la productivité, ce qui entraîna une augmentation continue des excédents<sup>50</sup>.

Bien que ces politiques visaient à contrôler l'offre, elles ont plutôt stimulé des techniques intensives et industrielles qui ont abouti à une surproduction continue, en particulier de maïs, de blé et de soja. En conséquence, les organisations agricoles et l'Etat ont promu la production et la consommation de viande comme un moyen de consommer les excédents. Pour gérer cette expansion, des méthodes intensives et industrielles ont remodelé la production de viande, entraînant des conditions de vie plus oppressives pour les animaux d'élevage.

La combinaison des soutiens des prix et des contrôles de la production a posé les fondations de cette seconde révolution agricole<sup>51</sup>. De nouvelles technologies telles que la mécanisation, les engrais chimiques et les semences hybrides ont engendré des gains de productivité colossaux. Les surplus de céréales sont dès lors redevenus un problème chronique<sup>52</sup>. Les agriculteurs ont commencé à chercher des solutions alternatives au problème de surproduction : augmenter la consommation de viande s'est avéré une option très attrayante et redoutablement efficace.

Allan Kline, alors président de l'AFBF<sup>53</sup>, a témoigné devant le Congrès en 1949 : « *Nous avons pour objectif de développer des programmes qui éviteront les excédents de productions céréalières à travers l'augmentation massive de l'élevage dont le bétail consommera de plus en plus de céréales*<sup>54</sup>. »

Se concentrer sur la consommation de viande était un moyen particulièrement efficace de contrôler les surplus agricoles. Kline a souligné qu'« *il faut sept fois plus d'hectares pour nourrir une population avec des produits d'élevage qu'il n'en faut si les gens mangent de la*

---

<sup>50</sup> Bill Winders et David A. Nibert, « Consuming the Surplus: Expanding 'Meat' Consumption and Animal Oppression », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 24, n° 9, 2004, p. 78.

<sup>51</sup> La première révolution agricole correspond à la transition majeure qui a eu lieu plusieurs siècles plus tôt, souvent appelée la « révolution agricole » classique, s'étendant du XVIIe au XIXe siècle en Europe. Celle-ci est marquée par des innovations comme la rotation des cultures, l'enclosure, l'amélioration des outils agricoles et une augmentation progressive de la productivité qui ont permis de soutenir la croissance démographique et la montée de la société industrielle.

<sup>52</sup> Allen J. Matusow, *Farm Policies and Politics in the Truman Years*, New York : Atheneum, 1970.

<sup>53</sup> L'American Farm Bureau Federation (AFBF), plus communément appelé Farm Bureau (FB), est un lobby qui représente les grandes entreprises agricoles.

<sup>54</sup> Discours devant la Chambre des représentants, 1949

*nourriture issue des céréales* ». Les producteurs de maïs pouvaient augmenter - plutôt que limiter - leur production si le nombre d'animaux d'élevage augmentait. Cette option était également alléchante pour les éleveurs puisque la production de viande est une production dite à haute valeur ajoutée, générant plus de profits que la production de céréales.

Kline expliqua que « 85% à 90% du maïs produit est vendu *in fine* sous forme de produits d'élevage et de produits dérivés de l'élevage ». De plus, comme le note Matusow<sup>55</sup>, « étant donné que la demande de viande est élastique (c'est-à-dire que les ventes augmentent plus que proportionnellement à la baisse des prix), de nombreux éleveurs de porcs n'ont vu aucun avantage à limiter l'offre pour maintenir des prix élevés ». Les animaux d'élevage sont devenus la « culture commerciale » idéale, dans la mesure où ils transforment des céréales bon marché en viande à forte valeur ajoutée<sup>56</sup>. Le nombre de vaches abattues aux États-Unis est passé de 21 millions en 1945 à 43 millions en 1975.

## **II-2 Stratégies étatiques de soutien à l'élevage intensif**

L'un des nombreux moyens par lesquels les Etats ont été mobilisés pour favoriser l'expansion des produits issus de l'exploitation animale a été le financement et le soutien à la recherche et au développement. Aux Etats-Unis, des universités publiques financées par l'état fédéral ont utilisé des fonds publics pour mettre au point des méthodes permettant de manipuler biologiquement les animaux et de les élever de manière plus rentable, en les contraignant à croître plus rapidement. Par ailleurs, afin de répondre aux exigences spatiales liées à l'augmentation massive du cheptel domestiqué - et de réduire les coûts de main-d'œuvre - le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) a encouragé l'usage de systèmes d'élevage en confinement intensifs et mécanisés. Ainsi naquit l'élevage intensif industriel.

Le développement des systèmes d'alimentation animale en confinement (CAFOs) entraîna une augmentation considérable du niveau de souffrance enduré par les animaux d'élevage<sup>57</sup>. L'utilisation de la force de travail animale a été rendue obsolète par le développement des machines, mais l'utilisation de la force de croissance ou de reproduction de leur corps a quant à elle été poussée à l'extrême. Le même schéma fut appliqué en France où sélection après sélection, les races domestiquées ont été élaborées par des instituts agronomes subventionnés par l'Etat tels que l'Inra dans le but d'obtenir des hybrides qui se distinguent par le

---

<sup>55</sup> Allen J. Matusow, *Farm Policies and Politics in the Truman Years*, New York : Atheneum, 1970..

<sup>56</sup> Barbara Noske, *Beyond Boundaries : Humans and Animals*, Montréal : Black Rose Books, 1997.

<sup>57</sup> David A. Nibert, *Animal Oppression and Human Violence*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 188.

développement rapide de leur masse musculaire et leurs performances reproductrices<sup>58</sup>. En contrepartie, les organes vitaux furent réduits au strict minimum sans pouvoir remplir leurs fonctions originelles. Les animaux sont devenus hypersensibles aux maladies<sup>59</sup>.

Le modèle industriel de production à grande échelle d'animaux domestiqués, aboutissement de décennies de politiques et de pratiques oppressives, exploitantes mais rentables, a finalement évolué vers ce que Barbara Noske a nommé le complexe animal-industriel<sup>60</sup>. Un nombre croissant d'acteurs - non seulement les éleveurs, les producteurs de céréales, les exploitations industrielles, les abattoirs et d'autres intervenants directs du secteur animal, mais également les chaînes de restauration rapide, les distributeurs, les agences de publicité - se sont alors engagés, aux côtés d'institutions financières, de groupes de pression, de responsables politiques et d'agences gouvernementales, dans une alliance d'intérêts convergents constituant un réseau puissant promouvant la consommation accrue d'animaux comme denrées alimentaires. Ce système agricole ne s'est pas développé en réponse à une demande des consommateurs, mais principalement à la suite de recherches visant à réduire les coûts, menées par des scientifiques spécialisés en agriculture et financées principalement par les Etats.

Au début des années 1960, on dénombrait aux États-Unis plus de 106 millions de bovins, 51 millions de porcs, 26 millions de moutons, 100 millions de dindes, et 2,703 milliards de poulets<sup>61</sup>. Cette intensification de l'exploitation animale s'est accompagnée d'une intensification de l'élimination des animaux sauvages. Dès les années 1960, l'extermination des animaux sauvages perçus comme des obstacles à la rentabilité maximale de l'élevage ou de la production de fourrages était placée sous la responsabilité du Bureau of land management (BLM). Cet organisme employait jusqu'à mille agents, qui empoisonnaient chaque année plus d'un million d'hectares pour éradiquer de petits animaux et tuaient, piégeaient ou empoisonnaient potentiellement plusieurs centaines de milliers de grands animaux sauvages. Entre 1960 et 1970, le BLM a distribué plus de six millions d'appâts à la strychnine et disséminé 140 000 morceaux de viande empoisonnée<sup>62</sup>.

---

<sup>58</sup> Yves Bonnardel et Axelle Playoust-Braure, *Le spécisme en actes : l'exploitation animale*, dans *Solidarité animale : défaire la société spéciste*, Paris : La Découverte, 2020, p. 45-84.

<sup>59</sup> L214 & Eyes on Animals, *La Face cachée de nos assiettes*, op. cit., p. 19-20, 96-97

<sup>60</sup> Barbara Noske, *Beyond Boundaries : Humans and Animals*, Montréal : Black Rose Books, 1997.

<sup>61</sup> Ray E. Bolz et George Lewis Tuve, *CRC Handbook of Tables for Applied Engineering Science*, Boca Raton (Floride) : CRC Press, 1973, p. 744.

<sup>62</sup> Faith McNulty, *Must They Die? The Strange Case of the Prairie Dog and the Black-Footed Ferret*, New York : Doubleday, 1971, p. 11.

D'innombrables autres animaux, non tués directement par les éleveurs ou les agents de l'Etat aux frais du contribuable, ne survécurent pas aux effets de la désertification, qui a affecté environ 30 % du territoire des États-Unis, un phénomène largement imputable au surpâturage. Beaucoup périrent, et continuent de périr, faute de nourriture et d'eau.

La consommation quotidienne de viande, historiquement réservée aux élites, devint progressivement courante aux États-Unis, grâce à des productions massivement subventionnées par les contribuables. Un nombre toujours plus important d'animaux a été élevé dans des environnements de plus en plus artificiels et oppressifs, davantage d'animaux ont été abattus pour la consommation, les conditions de travail dans la production de viande se sont dégradées et ce modèle a été exporté à l'échelle de l'économie mondiale, provoquant le déplacement massif de populations humaines et animales, tout en accélérant la dégradation environnementale et l'épuisement des ressources naturelles<sup>63</sup>.

### **II-3 Subventions et libre-échange : les leviers étatiques de l'intensification et de l'expansion internationale de l'élevage**

L'effondrement des prix des matières premières durant les années 1920 et 1930 incita les Etats à instaurer des mécanismes de protection des revenus agricoles. Les programmes agricoles domestiques successifs des États-Unis ont alors façonné un régime commercial international de type mercantiliste, qui a diffusé les pratiques d'élevage intensif à travers le monde entier. À l'issue de la seconde guerre mondiale, la protection de l'agriculture, et en particulier de l'élevage, ainsi que le maintien simultané d'un niveau de revenu jugé satisfaisant pour les agriculteurs et d'un approvisionnement alimentaire suffisant pour des populations urbaines en pleine expansion, étaient devenus des piliers des politiques publiques en Europe comme en Amérique du Nord.

A la suite de la crise de surproduction agricole aux États-Unis, le gouvernement américain instaura des restrictions à l'importation pour les produits subventionnés. L'objectif était de préserver les prix intérieurs face à une concurrence potentielle mondiale : sans cela, tous les producteurs étrangers auraient tenté d'exporter vers le marché américain. Ces restrictions se sont révélées incompatibles avec les principes du World food board (WFB) et de l'Organisation internationale du commerce (OIC), projet multilatéral signé à La Havane en 1948 mais

---

<sup>63</sup> Bill Winders et David A. Nibert, « Consuming the Surplus: Expanding 'Meat' Consumption and Animal Oppression », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 24, n° 9, 2004, p. 78.

finalement non ratifié par le Congrès américain, menant à son abandon<sup>64</sup>. En lieu et place, le GATT (General agreement on tariffs and trade)<sup>65</sup>, initialement provisoire, fut institutionnalisé comme substitut, en excluant explicitement les produits agricoles. Cette exclusion visait à permettre le maintien des mesures protectionnistes agricoles américaines, notamment les quotas à l'importation et les subventions déguisées à l'exportation, telles qu'autorisées à l'article XI du GATT<sup>66</sup>. Ainsi, les excédents générés par les politiques de soutien agricole aux États-Unis purent être exportés grâce à un cadre juridique permissif. Ce modèle fut diffusé mondialement, d'abord par l'aide du plan Marshall, qui incluait environ 40 % de produits alimentaires principalement pour le bétail, puis par les relations commerciales tissées avec les anciennes colonies devenues indépendantes. Le régime mercantiliste qui émergea encouragea chaque Etat à adopter ses propres dispositifs de soutien agricole, sous forme de crédit, assurances et subventions.

En Europe, la question de la protection du secteur agricole revêtait une sensibilité politique toute particulière<sup>67</sup>. L'adaptation européenne du modèle américain prit la forme de la Politique agricole commune (PAC) en 1957, laquelle, d'un côté, accepta de ne pas imposer de restrictions à l'importation de maïs, facilitant ainsi la conversion de l'élevage européen vers un modèle industriel. De l'autre côté, la PAC imposa la protection du blé en Europe au moyen de soutiens de prix inspirés du modèle américain<sup>68</sup>. La PAC a constitué l'un des piliers historiques de la construction européenne et a profondément façonné les trajectoires agricoles du continent. Conçue dans ce contexte post-seconde guerre mondiale de reconstruction économique et de pénurie alimentaire, elle avait pour objectifs initiaux d'accroître la productivité, de stabiliser les marchés, de garantir un revenu équitable aux agriculteurs et de sécuriser les

---

<sup>64</sup> United Nations Conference on Trade and Employment, Havana charter for an International Trade Organization, March 24, 1948, including a guide to the study of the charter (Washington: U.S. Govt. Print. Off., 1948) online: [https://www.wto.org/english/docs\\_e/legal\\_e/havana\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/docs_e/legal_e/havana_e.pdf) (accessed February 7, 2015).

<sup>65</sup> Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) est un traité international multilatéral adopté le 30 octobre 1947, à Genève, par 23 pays signataires, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada, et plusieurs pays d'Amérique latine et d'Europe occidentale. Il entre en vigueur provisoirement le 1er janvier 1948. Le GATT est considéré comme le premier traité multilatéral entre Etats souverains visant à institutionnaliser un régime économique international fondé sur le libre-échange. Il inaugure une gouvernance commerciale mondiale encadrée juridiquement, où la réduction des barrières tarifaires et la non-discrimination entre partenaires commerciaux deviennent des principes structurants. Bien que limité à certains produits (principalement les biens industriels) et qu'il exclue l'agriculture et les services, le GATT constitue une étape décisive vers une mondialisation économique organisée autour d'un commerce libéralisé entre états-nations souverains.

<sup>66</sup> GATT, The General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), (1986) online: WTO [http://www.wto.org/english/docs\\_e/legal\\_e/gatt47\\_01\\_e.htm](http://www.wto.org/english/docs_e/legal_e/gatt47_01_e.htm). (accessed February 7, 2015).

<sup>67</sup> Anne Orford, « Food Security, Free Trade, and the Battle for the State », *Journal of International Law and International Relations*, vol. 11, n° 2, automne 2015, p. 51.

<sup>68</sup> Harriet Friedmann, « Agriculture and the Social State: Subsidies or Commons », *Journal of International Law and International Relations*, vol. 11, n° 2, automne 2015, p. 116.

approvisionnement<sup>69</sup>. Pour cela, elle a largement favorisé l'intensification de la production, notamment dans le secteur de l'élevage, en instaurant des mécanismes de soutien structurels : subventions directes à la production, prix garantis, aides au stockage, et protection douanière. Ces dispositifs ont permis de soutenir un modèle structurellement déficitaire sans appui public, tout en masquant ses coûts économiques, sociaux et environnementaux réels<sup>70</sup>. Les États membres, et particulièrement les grandes puissances agricoles comme la France, ont activement participé à la mise en place et à la défense de ce modèle. Les États ont joué un rôle central non seulement dans la négociation des modalités de la PAC, mais aussi dans son implémentation à l'échelle nationale. En France, par exemple, les administrations agricoles, les chambres d'agriculture et les syndicats majoritaires ont constitué une véritable technostucture dédiée à la modernisation du secteur, promouvant les modèles d'élevage intensif au nom de la compétitivité et de la souveraineté alimentaire<sup>71</sup>. Ce soutien public à l'élevage, au nom d'intérêts économiques et géopolitiques, s'est inscrit également dans une logique mercantiliste : il s'agit de valoriser les excédents européens, notamment de produits animaux, sur les marchés internationaux<sup>72</sup>. Ainsi, les politiques publiques ont activement structuré une dépendance aux subventions, à l'exportation et à un modèle agro-industriel centré sur l'élevage.

Les politiques alimentaires dans les pays en développement furent également influencées par les aides alimentaires américaines. Ces distributions massives modifièrent les régimes alimentaires traditionnels, notamment par une augmentation de la consommation de blé, au détriment des cultures vivrières locales<sup>73</sup>. En retour, cela favorisa l'industrialisation des systèmes agricoles, intégrant des intrants américains (machines, engrais, aliments pour bétail), restructurant ainsi la production et la consommation agricole à l'échelle mondiale. Cette dynamique favorisa la domination commerciale américaine, premier exportateur mondial de produits agricoles à partir des années 1950 - rôle que le pays n'occupait pas au XIXe siècle - ainsi que la diffusion d'un système productif intensif et d'un régime alimentaire basé sur la consommation de produits issus de l'exploitation animale.

---

<sup>69</sup> Commission européenne, *La politique agricole commune à l'horizon 2020 : répondre aux défis de l'alimentation, des ressources naturelles et du territoire*, Bruxelles, Commission européenne, 2020.

<sup>70</sup> Víctor Toledo, Narciso Bassols, Eduardo Garcia-Franco, « The Agroindustrial System: A Socioecological Approach », in *Ecology and Society*, vol. 16, n°3, 2011.

<sup>71</sup> Frédéric Goulet, Dominique Vinck, « L'innovation par les usages : acteurs, activités, instruments », in *Natures Sciences Sociétés*, vol. 20, n°1, 2012, p. 22-31.

<sup>72</sup> Jean-Christophe Bureau et Sophie Thoyer, *La politique agricole commune*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », n° 480, 2014

<sup>73</sup> Harriet Friedmann, « The International Political Economy of Food: A Global Crisis », *New Political Economy*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 151-168.

Les pays en développement représentèrent donc un terrain propice au soutien à l'industrialisation, dans ces sociétés encore largement agraires. Afin de les faire tendre vers le modèle productif américain, l'Etat américain passa en 1954 une loi intitulée *Food for Peace* dont l'objectif était d'acheminer dans ces pays des denrées alimentaires bon marché. Cette alimentation à bas coût a pu contribuer, dans une certaine mesure, à la croissance industrielle là où elle s'est effectivement produite, et a indéniablement participé à l'essor urbain ainsi qu'à la construction des états-nations anciennement colonisés, notamment par la distribution de blé subventionné. Toutefois, l'effet le plus significatif fut la création d'une dépendance structurelle vis-à-vis des importations alimentaires.

Contrairement à une croyance répandue selon laquelle l'insécurité alimentaire, dans son acception moderne, serait enracinée dans un passé lointain, la plupart des colonies subvenaient à leurs propres besoins et, en 1945, étaient globalement autosuffisantes en termes d'équilibre commercial. Le régime alimentaire d'inspiration mercantiliste a ainsi transformé d'anciennes colonies, jusque-là majoritairement autosuffisantes bien que vulnérables aux aléas climatiques tels que les sécheresses et les inondations, en importateurs structurellement dépendants du blé américain subventionné<sup>74</sup>. Au début des années 1960, l'aide alimentaire des États-Unis représentait 35,6 % du commerce mondial total de blé. Une fois que les nations pauvres devenaient dépendantes du grain américain, elles étaient « promues » au rang d'acheteurs commerciaux à plein tarif : « *sous couvert du programme d'aide alimentaire, le Département de l'Agriculture des États-Unis travaillait en réalité main dans la main avec les multinationales des céréales pour développer ces nouveaux marchés commerciaux*<sup>75</sup>. » Une partie des recettes de ce programme gouvernemental était utilisée pour accorder des prêts à faible taux d'intérêt à des multinationales comme Ralston Purina, Quaker Oats et General Electric afin de créer des filiales dans les pays pauvres. En conséquence, en Colombie par exemple, la superficie totale cultivée pour des cultures vivrières commerciales a diminué de 54 %, tandis que le blé importé en est venu à représenter 78 % de la consommation intérieure<sup>76</sup>. En Amérique centrale, en 1975, la superficie des terres utilisées pour le pâturage des vaches dépassait celle de toutes les autres terres agricoles réunies, alors que la moitié de la population n'y recevait pas les besoins

---

<sup>74</sup> Harriet Friedmann et Philip McMichael, « Agriculture and the State System: The Rise and Decline of National Agriculture », *Sociologia Ruralis*, vol. 29, n° 2, 1989, p. 93.

<sup>75</sup> Roger Bubach et Patricia Flynn, « Agro-business in Americas », *Monthly Review*, New York, vol. 26, n° 8, 1980, p. 268-270.

<sup>76</sup> Leslie Dudley et Robert J. Sandilands, « The side effects of foreign aid: the case of Public Law 480 wheat in Colombia », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 23, n° 2, 1975, p. 325-336.

nutritionnels essentiels<sup>77</sup>. En parallèle, dans presque toute l'Amérique latine, la conversion des forêts tropicales en pâturages et ranchs pour l'élevage de vaches destinées à l'alimentation était responsable de plus de déforestation que tous les autres systèmes de production réunis<sup>78</sup>.

#### **II-4 Du soutien étatique américain à la transformation des systèmes alimentaires mondiaux**

Le régime alimentaire basé sur les produits issus de l'élevage a essaimé dans le monde entier. La production mondiale de viande a quadruplé en 45 ans alors que la population mondiale a seulement doublé, passant de 71 millions de tonnes en 1961 à 286 millions de tonnes en 2010<sup>79</sup>. La diffusion du modèle de consommation occidentale et des processus d'élevage intensif aux nations en développement a accentué leur statut de dépendance. Par exemple, la production de bétail a considérablement augmenté en Amérique centrale, où depuis 1960 plus de 25 % des forêts ont été défrichées pour créer des pâturages pour le bétail<sup>80</sup>. L'expansion de la production de bétail a déplacé les paysans et les petits agriculteurs et a accru la concentration de la propriété foncière. Les politiques étatiques dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Amérique du Sud - des politiques alimentées par des institutions financières telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international - ont facilité de tels processus, afin d'augmenter les revenus d'exportation<sup>81</sup>.

En détruisant les productions agricoles locales des pays pauvres pour s'accaparer toujours plus de terres arables en particulier pour développer l'élevage, les excédents de production de céréales, en premier lieu aux Etats-Unis, ont favorisé une hausse massive de la production et de la consommation de viande et ont contribué à l'augmentation de la malnutrition, de la faim et de la famine dans les pays en développement, ainsi qu'à des problèmes de santé chroniques qui accompagnent des niveaux toujours croissants de consommation de viande.

Ce second régime alimentaire mondial théorisé par Harriet Friedman et Philip McMichael<sup>82</sup>, se caractérise par la domination agroalimentaire des États-Unis dans le contexte de l'après-

---

<sup>77</sup> Terry Lynn Karl, *Roots of Rebellion: Land and Hunger in Central America*, Cambridge (Massachusetts) : South End Press, 1987, p. 30.

<sup>78</sup> George Ledec, « New Directions for Livestock Policy: An Environmental Perspective », dans Thomas E. Downing (dir.), *Development or Destruction: The Conversion of Tropical Forest to Pasture in Latin America*, Boulder (Colorado) : Westview Press, 1992, p. 28.

<sup>79</sup> World Watch Institute, *Vital Signs 2005 : The Trends That Are Shaping Our Future*, New York : WW Norton and Company, 2005, p. 25.

<sup>80</sup> Jeremy Rifkin, *Beyond Beef : The Rise and Fall of Cattle Culture*, New York : Dutton, 1992.

<sup>81</sup> *Ibid*

<sup>82</sup> Harriet Friedmann et Philip McMichael, « Agriculture and the State System: The Rise and Decline of National Agricultures, 1870 to the Present », *Sociologia Ruralis*, vol. 29, n° 2, 1989, p. 93-117.

seconde guerre mondiale. Ce régime repose sur une industrialisation massive de l'agriculture, rendue économiquement viable par un ensemble de dispositifs étatiques. En subventionnant massivement la production de maïs et de soja destinés à l'alimentation animale, les États-Unis ont rendu possible l'essor de l'élevage intensif. Cette transformation du secteur agricole n'aurait pu avoir lieu sans une implication directe de l'état fédéral, qui a mobilisé des instruments variés comme les subventions, politique de prix garantis, soutien à la recherche agronomique et investissement dans les infrastructures. Ces mesures ont eu pour effet une explosion de la consommation de viande aux États-Unis, avant que ce modèle ne soit progressivement diffusé à l'échelle mondiale. Déjà, au cours du premier régime alimentaire colonial, les États-Unis avaient joué un rôle clé comme fournisseur de produits agricoles à bas prix destinés à nourrir les classes ouvrières européennes, contribuant ainsi à l'industrialisation du vieux continent. Mais c'est véritablement après 1945 que les États-Unis s'imposent comme moteur d'un nouveau modèle agricole : une agriculture mercantiliste, mécanisée, spécialisée, à grande échelle et soutenue massivement par des politiques publiques, modèle qui influencera profondément les politiques agricoles ultérieures, notamment la PAC en Europe.

L'augmentation spectaculaire de la consommation de viande au cours du XXe siècle trouve donc son origine dans la surproduction chronique de céréales aux États-Unis. Sous l'impulsion de l'Etat américain, l'intensification de l'élevage a engendré une demande artificielle, répondant à une production excédentaire que la population humaine seule ne pouvait absorber. À mesure que le marché intérieur américain et l'élevage national devenaient insuffisants, le libre-échange a été mobilisé pour diffuser ce modèle agricole à l'échelle mondiale, transformant ainsi des habitudes alimentaires millénaires et favorisant une consommation accrue de blé, jusque-là marginale dans de nombreuses régions.

Ce système est toujours actuel en 2025 et explique en grande partie le fait que les produits issus de l'exploitation animale sont généralement abordables financièrement. En 2019, l'administration Trump a versé 16 milliards de dollars de subventions aux agriculteurs américains, officiellement pour les aider à faire face à la guerre commerciale avec la Chine. Toutefois, ce montant représentait le double des pertes effectivement estimées pour les agriculteurs. Ces subventions colossales profitèrent majoritairement à l'agriculture animale tandis que moins de 1 % des subventions alimentaires aux États-Unis furent destinées à la production de légumes<sup>83</sup>. La production de maïs et de soja, lourdement soutenue par l'Etat,

---

<sup>83</sup> Matthew Chalmers, « Subsidized Slaughter: The Role of the State in Animal Agriculture », *Sentient Media*, 16 mars 2024, <https://sentientmedia.org/subsidized-slaughter-the-role-of-the-state-in-animal-agriculture/>

alimente principalement les animaux d'élevage destinés à la consommation. Au Royaume-Uni, les éleveurs de bétail tirent environ 90 % de leurs revenus des aides publiques, contre seulement 10 % pour les producteurs de fruits.

En plus de ces subventions issues des fonds publics, les Etats consacrent d'importantes sommes à l'achat de denrées alimentaires pour les services publics : personnel soignant, patients dans les établissements de santé, armée, police, élèves et étudiants. Le programme alimentaire mondial estime que les dépenses gouvernementales liées aux repas scolaires s'élèvent entre 50 et 75 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale. Aux États-Unis, ces repas sont largement dominés par des produits carnés et laitiers. En 2017, les Etats membres de l'Union européenne ont quant à eux dépensé 82 milliards de dollars dans la commande publique alimentaire. L'Etat agit ainsi comme un pivot central du système alimentaire contemporain. Il soutient massivement l'agriculture industrielle, assurant sa pérennité au détriment des alternatives durables. Par conséquent, les alternatives végétales sont parfois plus chères que des produits issus de l'exploitation animale alors que pour chaque centaine de calories issues de plantes que nous utilisons pour nourrir les animaux, seules 40 calories nous reviennent sous forme de produits d'origine animale. De plus, les animaux doivent non seulement être nourris avec des végétaux, mais également logés et gérés. A travers les subventions étatiques dont l'origine se trouve dans la crise des années 1930, ce régime alimentaire mondialisé chroniquement déficitaire d'un point de vue économique, a pu être préservé. Par exemple, en Europe, à travers la PAC, l'industrie de l'élevage ne survit que parce que la moitié du chiffre d'affaires des entreprises est constituée des subventions étatiques<sup>84</sup>, tout comme pour l'industrie de la pêche<sup>85</sup>. Les fonds publics européens alloués au développement d'une pêche durable pourraient bien servir à dépeupler les mers plus encore qu'elles ne le sont déjà<sup>86</sup>. Aujourd'hui, les Etats européens fournissent près de 30 milliards de dollars en subventions à la pêche chaque année, soit environ le tiers de la valeur des prises, qui permettent aux pêches de continuer, même lorsqu'elles ont surexploité leurs ressources<sup>87</sup>. Par conséquent, il y a entre deux et quatre fois

---

<sup>84</sup> viande.info, « La viande et l'argent du contribuable », 2019, <https://www.viande.info/tactiques-industrie-viande>

<sup>85</sup> viande.info, « Pêches, aquaculture : subventions pousse-au-crime et politiques irresponsables », 2009, <https://www.viande.info/subventions-peche-aquaculture>

<sup>86</sup> Mathilde Dorcadie, « En dépit de ses engagements, la France encourage la surpêche », *Reporterre*, 18 juin 2019, <https://reporterre.net/En-depit-de-ses-engagements-la-France-encourage-la-surpeche>

<sup>87</sup> Yves Bonnardel et Axelle Playoust-Braure, *Solidarité animale : défaire la société spéculative*, Paris : La Découverte, 2020, p. 67.

plus de bateaux que la prise annuelle en exige, et pourtant, les fonds pour renforcer les capacités continuent de venir<sup>88</sup>.

Les politiques étatiques de soutien à l'agriculture, et en particulier les subventions massives accordées au secteur de l'élevage, ont ainsi largement contribué à l'essor d'entreprises multinationales opérant dans l'exploitation animale. En bénéficiant de ces soutiens publics, ces acteurs économiques ont pu consolider leur développement industriel, atteindre des économies d'échelle considérables, et dégager des profits croissants, dans un modèle structurellement dépendant de l'intervention publique. Ce tandem formé entre les États et les grandes entreprises agroalimentaires prend une ampleur décisive à partir de la seconde moitié du XXe siècle, notamment à travers la diffusion active d'un régime alimentaire centré sur les produits d'origine animale. Ce modèle nutritionnel n'aurait pu s'imposer à une telle échelle sans l'appui direct de l'État, dont le rôle d'autorité naturelle et légitime - par exemple en matière de santé ou d'éducation - a facilité l'acceptation sociale et culturelle. Se dessine ainsi une dynamique conjointe, où les objectifs économiques des industriels rencontrent la puissance normative de l'Etat, au service d'un système agroalimentaire dont la rentabilité globale repose largement sur l'expansion de la consommation carnée.

### **III - Le rôle central de l'Etat dans la recomposition des pouvoirs autour de l'exploitation animale**

#### **III-1 Prémices d'une alliance, au service de l'élevage, entre Etats et entreprises**

L'un des facteurs majeurs ayant permis la consolidation du pouvoir et de l'influence du capitalisme fut le développement, à la fin du XIXe siècle, et à l'initiative de l'Etat américain, des sociétés à responsabilité limitée. Ce nouveau mode d'organisation des entreprises permettait aux actionnaires, en cas de faillite, de perdre leur investissement sans pour autant être personnellement responsables des dettes de la société. Par ailleurs, en 1896, la Cour suprême des États-Unis a statué que les sociétés commerciales étaient des personnes juridiques, une décision qui leur a conféré les mêmes droits qu'aux citoyens individuels, et notamment le droit de posséder des biens, d'intenter des actions en justice et d'exercer la liberté d'expression<sup>89</sup>.

---

<sup>88</sup>Daniel Pauly, « Aquacalypse Now: The End of Fish », *The New Republic*, 28 septembre 2009, <https://newrepublic.com/article/69712/aquacalypse-now>

<sup>89</sup> David A. Nibert, *Animal Oppression and Human Violence : Domesecration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 175.

La connivence croissante entre les Etats et les entreprises s'est manifestée dans la construction de structures gouvernementales et culturelles servant à promouvoir davantage leurs intérêts économiques. Un exemple précoce de ce pouvoir en développement est la campagne visant à inciter les citoyens à consommer du bacon et des œufs au petit-déjeuner. Dans les années 1920, la Beechnut Packing Company, productrice de jambon et de bacon, fit appel à Edward Bernays, considéré comme le père du lobbying, pour augmenter ses ventes. Le petit-déjeuner typique à se composait alors de jus de fruits, de pain grillé et de café. La tactique de Bernays consistait à augmenter les ventes globales, donc non seulement accroître la part de marché de Beechnut, mais surtout augmenter la consommation globale de porc<sup>90</sup>.

L'une des méthodes utilisées par Bernays pour manipuler l'opinion publique fut de représenter la position d'experts de manière à promouvoir les aspirations des consommateurs. Dans son ouvrage *Propaganda*, Bernays écrivait : « *si vous pouvez influencer les leaders, avec ou sans leur coopération consciente, vous influencez automatiquement le groupe qu'ils dirigent*<sup>91</sup>. » Bernays interrogea des médecins sur ce qu'ils considéraient comme préférable, un petit-déjeuner copieux ou léger. Lorsque les médecins répondirent qu'un petit-déjeuner copieux était préférable, Bernays lança une campagne d'éducation publique et réussit à promouvoir le bacon et œufs comme un petit-déjeuner copieux recommandé par les médecins<sup>92</sup>. De concert avec les ministères de l'éducation et de la santé, d'énormes moyens à la fois publiques et privés furent déployés pour convaincre la population américaine de manger de la viande dès le petit-déjeuner, pratique désormais majoritaire.

Un autre exemple de la complicité entre Etats et entreprises au XXe siècle fut les conditions dans lesquelles certaines entreprises purent disposer d'immenses étendues de terres à des conditions privilégiées, comme l'entreprise britannique Vestey Brothers. Entre 1914 et 1916, Vestey Brothers acquit 36 000 hectares de terres en Australie à un prix dérisoire - quelques centimes l'hectare - grâce une relation étroite avec l'Etat australien<sup>93</sup>. L'entreprise construisit une usine d'abattage à Darwin et, dès les années 1930, avait développé une activité d'exportation de bœuf réfrigéré particulièrement rentable. En voie de devenir la plus grande entreprise de viande au monde au milieu du XXe siècle, Vestey Brothers s'est rendue tristement

---

<sup>90</sup> David A. Nibert, *Animal Oppression and Human Violence : Domesecration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 177.

<sup>91</sup> Edward Bernays, *Propaganda*, Brooklyn : Ig Publishing, 2004 (ouvrage original publié en 1928), p. 73.

<sup>92</sup> Larry Tye, *The Father of Spin : Edward L. Bernays and the Birth of Public Relations*, New York : Henry Holt and Company, 2002, p. 51-52.

<sup>93</sup> Phillip Knightley, *The Vestey Affair*, Londres : Macdonald Futura, 1981, p. 133.

célèbre pour son exploitation du travail des populations aborigènes. En 1929, un rapport rédigé par John William Bleakley - fonctionnaire anglais qui occupa la fonction officielle de Chef protecteur des Aborigènes de 1914 à 1942 - sur la condition des Aborigènes dans le Territoire du Nord dénonçait la situation : « 80 % de la main-d'œuvre aborigène est exploitée par l'industrie de l'élevage dans les territoires, cette dernière étant absolument dépendante des autochtones pour la main-d'œuvre nécessaire à son fonctionnement<sup>94</sup>. » Un rapport de 1946 rédigé par des chercheurs de l'Université de Sydney signalait que les conditions de vie des populations indigènes dans les ranchs de Vestey Brothers pouvaient relever de l'exploitation : « les Aborigènes vivaient dans des abris sommaires faits de sacs usagés et de tôles. Ils n'étaient généralement pas étanches et se désintégraient sous l'effet d'un vent fort. L'assainissement et la gestion des déchets étaient pratiquement inexistantes. Il y avait à peine un accès à l'eau potable. [...] La journée de travail n'avait pas de durée définie et dépendait du bon vouloir de l'employeur, tout comme les versements des salaires<sup>95</sup>. » Les chercheurs ont également signalé que dans certaines régions, les Aborigènes qui tentaient de fuir les ranchs étaient qualifiés de fugitifs et renvoyés de force par la police, illustrant l'utilisation du pouvoir coercitive de l'Etat aux fins privées des entreprises de l'élevage. En 1966, une enquête menée par un journal australien révélait que, près de quarante ans après le rapport initial de Bleakley, les conditions de vie dans les ranchs de Vestey Brothers restaient inchangées<sup>96</sup>.

### **III-2 Du maïs au soja : reconfigurations de l'alimentation animale et transformations de l'élevage intensif sous l'impulsion des Etats**

Tout comme lors de la première moitié du XXe siècle, les productions végétales et animales demeurent interconnectées après la seconde guerre mondiale où une reconfiguration s'opère. La consommation élevée de viande constituait l'élément central du régime alimentaire d'après-guerre aux États-Unis et en Europe. Elle reposait sur une spécialisation nouvelle, scindée en deux sous-secteurs distincts : d'une part, un élevage intensif, de grande échelle, souvent organisé selon des logiques industrielles ; d'autre part, une production monoculturale de cultures destinées à l'alimentation animale. Ce modèle a émergé aux États-Unis, fondé sur trois facteurs clés : une révolution dans la production de maïs, rendue possible par l'introduction d'hybrides exigeant un usage intensif d'intrants mécaniques et chimiques, l'introduction

---

<sup>94</sup> John W. Bleakley, *The Aborigines and Half-Castes of Central Australia and North Australia*, rapport présenté au Parlement du Commonwealth d'Australie, 1928, p. 6-7.

<sup>95</sup> Phillip Knightley, *The Vestey Affair*, London : Macdonald Futura, 1981, p. 144.

<sup>96</sup> *Ibid.*

massive d'une plante asiatique, le soja, également dépendante d'intrants industriels importants et enfin le développement d'une nouvelle industrie des aliments pour animaux qui s'est intercalée entre les producteurs de cultures et les éleveurs, structurant l'ensemble de la filière au moyen de contrats de longue durée<sup>97</sup>.

Tout comme le maïs à partir des années 1930, le soja a joué un rôle déterminant dans l'émergence du complexe agro-industriel de l'élevage post-seconde guerre mondiale<sup>98</sup>. Depuis 1945, le soja constitue, et de loin, la culture avec la croissance la plus forte dans l'agriculture mondiale. D'abord plante alimentaire asiatique, le soja est devenu la pierre angulaire d'une transformation mondiale de la production animale, en assurant le lien entre les cultures végétales et un élevage intensif scientifiquement rationalisé, sous l'égide de grandes firmes agroalimentaires opérant au-delà des frontières nationales<sup>99</sup>.

Les principaux acteurs du secteur de la transformation, représentés par la puissante American Soybean association, étaient basés aux États-Unis et comprenaient les plus grandes sociétés de négoce de céréales, telles que Continental et Cargill. Lorsqu'elles établirent leurs opérations en Europe après la seconde guerre mondiale, elles furent rejointes par d'autres firmes transnationales, notamment la société anglo-néerlandaise Unilever et l'entreprise de négoce céréalier d'origine argentine Bunge & Born. Unilever fut l'un des pionniers de l'approvisionnement mondial en matières premières, en particulier en oléagineux tropicaux provenant d'Asie et d'Afrique, mais également en oléagineux et céréales produits en Europe. Bunge & Born, quant à elle, disposait d'un accès privilégié au lin et à d'autres oléagineux sud-américains<sup>100</sup>. L'American soybean association a entretenu des liens étroits et convergents avec l'Etat américain, bénéficiant de financements publics importants via des programmes fédéraux dédiés à la promotion des exportations agricoles et un lobbying influent auprès des institutions gouvernementales. Ce partenariat public-privé a largement contribué à l'expansion mondiale de la production de soja, pilier de l'élevage intensif, en facilitant l'intégration des filières agricoles et animales à l'échelle internationale.

---

<sup>97</sup> Jack Ralph Kloppenburg Jr., *First the Seed : The Political Economy of Plant Biotechnology, 1492–2000*, Cambridge : Cambridge University Press, 1988.

<sup>98</sup> Harriet Friedmann, « Distance and Durability: Shaky Foundations of the World Food Economy », *Third World Quarterly*, vol. 8, n° 2, 1986, p. 377.

<sup>99</sup> Food and Agriculture Organization (FAO), *Trade Yearbook*, Rome : FAO, 1987.

<sup>100</sup> Jean-Pierre Bertrand, Catherine Laurent et Vincent Leclercq, *Le monde du soja*, Paris : La Découverte/Maspéro, 1983, p. 24.

### III-3 Du contrôle à la coordination : l'Etat et les multinationales au sein d'un nouvel ordre agroalimentaire

Aux États-Unis, les entreprises productrices de céréales ont fortement encouragé la consommation domestique de produits carnés. Tout au long des années 1960, le ministère américain de l'agriculture a travaillé en étroite collaboration avec Cargill et d'autres entreprises céréalières pour implanter en Asie des filières avicoles, des industries de la boulangerie, des parcs d'engraissement bovins, ainsi que des chaînes de restauration rapide, autrement dit toutes filières absorbant les grains américains<sup>101</sup>. Au début des années 1990, les exportateurs de maïs américains étaient désireux de tirer profit de la croissance de l'économie chinoise. Détenant une position dominante sur les marchés mondiaux du maïs, les producteurs américains étaient en mesure de dominer ce marché émergent au potentiel considérable. Dès lors, l'agriculture américaine a activement plaidé pour que la Chine bénéficie du statut de nation la plus favorisée dans ses relations commerciales avec les États-Unis, ainsi que pour son adhésion à l'OMC<sup>102</sup>.

Le statut de nation la plus favorisée est un principe central du commerce international selon lequel un pays bénéficiaire se voit accorder les mêmes avantages commerciaux (notamment des droits de douane réduits et un accès privilégié au marché intérieur) que les partenaires les plus favorisés du pays accordant ce statut. Lorsque l'Etat américain a octroyé ce statut à la Chine dans les années 1990, cela a facilité un commerce bilatéral accru, en particulier dans le secteur agricole. Les exportateurs américains de céréales, notamment de maïs et de soja (essentiels à l'alimentation animale), ont vu s'ouvrir un immense marché en pleine expansion. Les multinationales comme Cargill et ADM, dominantes dans ces filières, ont ainsi bénéficié d'un débouché majeur pour écouler les excédents agricoles américains.

Dans le même temps, la croissance économique rapide de la Chine, couplée à son adhésion à l'OMC en 2001, a favorisé une transition alimentaire majeure. Le régime traditionnel, basé sur le riz et les légumes, a progressivement laissé place à une consommation accrue de viande, notamment de porc et de volaille. Selon la FAO, la consommation de viande par habitant en Chine est passée de 13,5 kg en 1982 à plus de 63 kg en 2019<sup>103</sup>, soit un quasi-quintuplement en moins de 40 ans. Cette explosion a entraîné un essor massif de l'élevage intensif, largement nourri grâce aux importations de soja et de maïs américains. Le statut de nation la plus favorisée,

---

<sup>101</sup> Eric Schlosser, *Fast Food Nation : The Dark Side of the All-American Meal*, Boston : Houghton Mifflin, 2001, p. 40-41.

<sup>102</sup> Ray Kroc et Robert Anderson, *Grinding It Out : The Making of McDonald's*, New York : St. Martin's Press, 1977, p. 160.

<sup>103</sup> <https://www.fao.org/4/y4252e/y4252e05b.htm>

accordé par l'Etat américain de concert avec les multinationales, a donc été un levier décisif du développement de l'agro-industrie chinoise, mais aussi de l'extension du modèle agroalimentaire américain en Asie.

Ainsi, à partir de la crise économique de 1973, l'architecture du système agroalimentaire mondial entre dans une phase de mutation profonde qui marque l'émergence d'un nouveau régime alimentaire, souvent désigné comme le *corporate food regime*<sup>104</sup>. Dans cette configuration, les grandes entreprises de l'agroalimentaire ne se contentent plus d'être des actrices économiques : elles deviennent des piliers du système, opérant en étroite symbiose avec les Etats. Loin de s'effacer, les pouvoirs publics jouent un rôle décisif, non pas en opposition, mais en appui aux intérêts privés, facilitant par leurs politiques la concentration, la dérégulation et la mondialisation des filières agricoles et alimentaires. Il ne s'agit donc pas simplement d'un transfert de pouvoir, mais d'une recomposition concertée, dans laquelle Etats et multinationales coproduisent un ordre agroalimentaire global fondé sur la logique de profit, au détriment des équilibres sociaux, environnementaux et du bien-être animal.

Ce régime, stabilisé au fil des décennies, se distingue par plusieurs dynamiques structurelles. Tout d'abord, la montée en puissance des produits transformés, prêts à consommer, et des formes de consommation standardisées, ce qui a modifié en profondeur la demande alimentaire mondiale. Cette mutation, analysée par Harriet Friedmann sous le concept de *durable food complex*<sup>105</sup>, repose sur une désarticulation croissante entre production agricole et alimentation : les paysans ne cultivent plus pour nourrir localement, mais pour approvisionner une industrie mondialisée de la transformation.

Les États, loin d'être de simples spectateurs de cette évolution, en sont les facilitateurs actifs. En promouvant les accords de libre-échange, ils ont structuré les conditions idéales pour l'expansion de l'élevage industriel à l'échelle mondiale. L'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), signé en 1992 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, a ouvert les frontières à la circulation massive de produits agricoles et a favorisé l'intégration des chaînes de valeur agroalimentaires, permettant à des entreprises comme Tyson Foods, Cargill, JBS ou

---

<sup>104</sup> Régime alimentaire dominé par les multinationales, voir Harriet Friedmann et Philip McMichael, « Agriculture and the State System: The Rise and Decline of National Agricultures, 1870 to the Present », *Sociologia Ruralis*, vol. 29, n° 2, 1989, p. 93-117.

<sup>105</sup> Le terme de durable ne renvoie pas à une soutenabilité écologique, mais à la stabilité économique d'un modèle adapté à la consommation de masse et à la fluidité des échanges internationaux. Voir Harriet Friedmann et Philip McMichael, « Agriculture and the State System: The Rise and Decline of National Agricultures, 1870 to the Present », *Sociologia Ruralis*, vol. 29, n° 2, 1989, p. 93-117.

Smithfield d'étendre leur contrôle sur l'ensemble de la filière viande, du champ à l'assiette. De même, l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), toujours en discussion mais activement soutenu par une majorité d'Etats européens, incarne cette logique. Il prévoit notamment une augmentation significative des quotas d'importation de viande bovine sud-américaine en Europe à des tarifs réduits, ce qui encourage les systèmes de production intensifs dans les pays exportateurs, notamment au Brésil. Dans ces contextes, les États ont activement négocié ou soutenu des cadres réglementaires réduisant les barrières douanières, harmonisant certaines normes sanitaires à la baisse et protégeant les investissements étrangers, autant de mesures qui ont accéléré la consolidation du pouvoir des multinationales de l'agroalimentaire.

Ces accords ont ainsi contribué à faire du commerce de la viande un marché hautement mondialisé, dominé par une poignée d'acteurs capables de tirer profit d'économies d'échelle et de la dérégulation des marchés agricoles, au détriment des systèmes alimentaires locaux, des normes sociales et environnementales, et de la souveraineté alimentaire des pays partenaires.

Ces firmes imposent leurs standards, définissent les normes sanitaires et les cadences de production, et exercent une pression constante sur les prix payés aux producteurs, poussant à une intensification extrême des pratiques d'élevage. Le recours massif aux antibiotiques, les cadences élevées dans les abattoirs ou encore l'élevage hors-sol illustrent cette industrialisation forcée, qui est autant le fruit des logiques de marché que des politiques publiques qui l'ont rendue possible. Ce régime s'appuie également sur une domination culturelle construite via le marketing et la publicité. À travers des stratégies commerciales agressives, les multinationales façonnent les préférences alimentaires et créent artificiellement la demande pour des produits carnés transformés (hamburgers, nuggets, plats prêts à consommer). Cette dynamique culturelle, soutenue par des politiques nutritionnelles complaisantes et des campagnes institutionnelles de promotion des protéines animales, contribue à légitimer un modèle alimentaire dont les coûts sociaux et écologiques sont pourtant massifs. Enfin, l'influence directe des entreprises sur les politiques publiques achève de verrouiller le système. Par le lobbying, la participation à l'élaboration des lois et des normes, les multinationales orientent les décisions en leur faveur : abaissement des normes environnementales, aides publiques déguisées, tolérance à l'évasion fiscale, etc. Ce pouvoir politique, en apparence indirect, est en

réalité structurel : les Etats, dans un contexte mondialisé, s'érigent en co-gestionnaires d'un système dont ils assurent la stabilité juridique et l'expansion territoriale<sup>106</sup>.

En somme, le *corporate food regime* issu de la crise de 1973 ne représente pas un affaiblissement de l'Etat, mais une redéfinition de son rôle au sein d'un partenariat stratégique avec les multinationales. En agissant de concert, ces deux acteurs ont mis en place un régime alimentaire globalisé, intensif et inégalitaire, où l'élevage industriel s'est imposé comme modèle dominant. Cette complicité structurelle soulève des enjeux éthiques et politiques majeurs, dans la mesure où les décisions publiques contribuent directement à reproduire un système fondé sur l'exploitation des êtres vivants, la dégradation des écosystèmes et la précarisation du monde agricole.

### **III-4 L'affaiblissement consenti du pouvoir étatique en faveur des institutions internationales**

Outre le rôle des multinationales et des États, des organisations internationales à caractère supranational telles que le FMI ou l'OMC, qui émergent à partir de la seconde moitié du XXe siècle, vont également intervenir dans le développement de l'élevage industriel et la promotion de la consommation de viande. Ces institutions, dotées de compétences d'arbitrage entre États ainsi que de mécanismes de contrainte et de sanction, soutiennent dans une logique de libre-échange la mise en place de normes de production qui tendent à être relativement permissives, notamment concernant les conditions d'élevage des animaux.

Le passage d'une focalisation sur les mesures aux frontières nationales à une attention accrue portée aux réglementations internationales s'est trouvé considérablement renforcé avec la création de l'OMC en 1995. Les accords régissant le commerce mondial ne se contentent plus d'arbitrer entre producteurs nationaux et étrangers, ou entre différents producteurs étrangers. Ils restreignent désormais la capacité des Etats à encadrer l'activité commerciale de manière plus générale. Il en résulte que les accords de l'OMC mobilisent le langage de la protection pour remettre en cause de nombreuses formes d'intervention étatique dans le fonctionnement des marchés agricoles.

De nombreux accords de l'OMC restreignent la capacité des Etats à encadrer la production alimentaire industrielle, le bien-être animal, l'utilisation d'additifs hormonaux ou chimiques,

---

<sup>106</sup> Yves Bonnardel et Axelle Playoust-Braure, *Solidarité animale : défaire la société spéculative*, Paris : La Découverte, 2020, p. 24.

l'étiquetage, le transport, ainsi que les impacts environnementaux des procédés de production<sup>107</sup>. À titre d'exemple, les dispositions de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ont servi de fondement à une contestation de mesures encadrant la production industrielle de viande bovine<sup>108</sup>. Plusieurs professionnels de la santé, militants pour le bien-être animal, représentants syndicaux, défenseurs des droits des consommateurs et environnementalistes ont exprimé de vives inquiétudes face à l'industrialisation intensive de la production carnée. Parmi leurs critiques figurent notamment la dépendance de l'élevage industriel à l'égard des hormones de croissance et des antibiotiques, utilisés pour accélérer la croissance animale et prévenir les maladies dans des conditions souvent insalubres et surpeuplées, ainsi que les conséquences de cette dépendance sur la santé et le bien-être des animaux, des travailleurs, des consommateurs, des communautés rurales et de la population en général<sup>109</sup>. Pourtant, dans une décision majeure rendue en 1998, l'organe d'appel de l'OMC a estimé que la réglementation européenne limitant l'usage d'hormones dans la production de viande bovine contrevient aux obligations découlant de l'accord SPS<sup>110</sup>. De même, et toujours dans l'optique d'un abaissement des normes imposées aux entreprises, les grandes entreprises multinationales de la filière viande se sont fermement opposées à l'obligation d'étiquetage de l'origine géographique aux produits carnés bien qu'elle soit appliquée à d'autres denrées alimentaires aux États-Unis. Elles ont, en ce sens, incité le Canada et le Mexique à contester cette législation devant l'OMC<sup>111</sup>.

Le projet du libre-échange au XIXe siècle était étroitement lié aux campagnes visant à émanciper les classes ouvrières et manufacturières, ainsi qu'à contrecarrer les privilèges enracinés de l'aristocratie terrienne et des monopoles commerciaux<sup>112</sup>. L'ambition était de réformer l'Etat afin qu'il représente un éventail plus large d'intérêts. En revanche, les accords modernes de libre-échange sont négociés dans le secret, à l'image de contrats privés. Les termes de ces négociations ne sont pas rendus publics, et les parlements démocratiques disposent de marges de manœuvre limitées pour intervenir dans le processus. Les dirigeants d'entreprises

---

<sup>107</sup> Anne Orford, « Food Security, Free Trade, and the Battle for the State », *Journal of International Law and International Relations*, vol. 11, n° 2, automne 2015, p. 54.

<sup>108</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/sps\\_f/spsagr\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/spsagr_f.htm)

<sup>109</sup> Shefali Sharma, « The Price of China's Meat and Dairy Industries », *IATP Blog*, 28 janvier 2014, <http://www.iatp.org/blog/201401/the-price-of-china%E2%80%99s-meat-and-dairy-industries>

<sup>110</sup> Organisation mondiale du commerce (OMC), *European Communities — Measures Concerning Meat and Meat Products (Hormones)*, WT/DS26/AB/R, 16 janvier 1998.

<sup>111</sup> Ben Lilliston, « Farmers, Ranchers and Consumers Lose on WTO COOL Ruling », *IATP Blog*, 20 octobre 2014, <http://www.iatp.org/blog/201410/farmers-ranchers-and-consumers-lose-on-wto-cool-ruling>

<sup>112</sup> Anne Orford, « Food Security, Free Trade, and the Battle for the State », *Journal of International Law and International Relations*, vol. 11, n° 2, automne 2015, p. 59.

jouent un rôle majeur dans la conduite des négociations commerciales et collaborent étroitement avec les Etats et les organisations internationales pour faire appliquer les accords<sup>113</sup>. Le rôle central des entreprises dans la négociation des accords de libre-échange vise principalement à supprimer de nombreuses formes d'intervention étatique en les qualifiant de barrières commerciales<sup>114</sup>.

L'agenda promu par les accords de libre-échange modernes consolide une relation entre les Etats et les multinationales qui favorise ces dernières au détriment des populations et des communautés locales. De tels accords cherchent à limiter la capacité des gouvernements à intervenir dans l'économie - notamment pour réguler les modes de production alimentaire - au bénéfice de leurs concitoyens<sup>115</sup>. La conséquence principale est la concentration des monopoles mondiaux entre les mains d'un petit nombre de gigantesques entreprises agroalimentaires, notamment dans les secteurs des céréales et de la viande. Les accords de libre-échange tendent de plus en plus à représenter les intérêts de monopoles spécifiques, précisément le type de relation qui, au XIXe siècle, alimentait la méfiance des partisans du libre-échange unilatéral à l'égard de la diplomatie commerciale<sup>116</sup>.

En plus des accords régissant le commerce international, le secteur financier, notamment au travers de la Banque Mondiale soutenue par les Etats occidentaux, a fortement facilité le développement de l'élevage intensif dans le monde. Entre 1970 et 1987, la Banque Mondiale a accordé des prêts destinés au développement de projets d'élevage bovin en Bolivie, en Équateur, en Uruguay, au Paraguay, en Colombie, au Chili et au Brésil, pour un montant total supérieur à 283 millions de dollars. Entre 1978 et 1988, au Brésil seulement, environ 5 milliards de dollars sous forme de prêts internationaux divers et d'incitations fiscales ont favorisé l'expansion de la production bovine<sup>117</sup>. L'objectif de ces financements était de faire du Brésil un fournisseur majeur de viande bovine pour l'Europe et les États-Unis. Par ailleurs, en 1971, la FAO recommandait aux pays d'Amérique latine de commencer à cultiver des céréales fourragères destinées à l'exportation, tandis que les États-Unis conditionnaient leur aide alimentaire à la production de céréales d'exportation. Des entreprises américaines telles que

---

<sup>113</sup> John Braithwaite et Peter Drahos, *Global Business Regulation*, Cambridge : Cambridge University Press, 2000.

<sup>114</sup> Ben Lilliston, *Big Meat Swallows the Trans-Pacific Partnership*, Institute for Agriculture and Trade Policy, novembre 2014.

<sup>115</sup> Anne Orford, « Locating the International: Military and Monetary Interventions after the Cold War », *Harvard International Law Journal*, vol. 38, 1997, p. 443.

<sup>116</sup> Anne Orford, « Food Security, Free Trade, and the Battle for the State », *Journal of International Law and International Relations*, vol. 11, n° 2, automne 2015, p. 64.

<sup>117</sup> David A. Nibert, *The Global Industrial Complex: Systems of Domination, Origins and Consequences of the Animal Industrial Complex*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2013, p. 203.

Cargill et Ralston Purina ont bénéficié de prêts de l'Etat américain à faible taux d'intérêt pour faciliter la production de céréales fourragères en Amérique latine.

En Amérique latine, les paysans pratiquant une agriculture de subsistance et s'opposant à leur expulsion forcée - déplacement généralement provoqué par l'afflux de prêts internationaux destinés à l'expansion de l'élevage, de la culture de céréales fourragères et des entreprises connexes - ont été victimes de répression violente, voire d'assassinats, perpétrés avec la complicité des gouvernements. De nombreuses familles paysannes ont été contraintes de migrer vers les zones urbaines où elles ont été transformées en prolétaires. À mesure que les centres urbains d'Amérique latine s'élargissaient sous l'effet de ces migrations, un nombre croissant de personnes se retrouva confronté à la pauvreté et une marginalisation profonde. De leur côté, les éleveurs américains parvinrent à faire adopter des quotas afin que les importations de viande bovine en provenance d'Amérique latine ne compromettent pas significativement leurs marges bénéficiaires.

Ces quotas, combinés aux fortes fluctuations du marché mondial de la viande bovine, ont rendu les entreprises latino-américaines à peine rentables et ont contribué à l'accumulation d'une dette colossale dans la région. Le FMI a proposé aux pays d'Amérique latine des programmes de rééchelonnement de la dette, conditionnés à la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel imposant des réductions drastiques des dépenses publiques, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des autres services sociaux, tout en promouvant des politiques de privatisation. Les services sociaux, éducatifs et médicaux, déjà limités, se sont dégradés à grande vitesse<sup>118</sup>. Les populations d'Amérique centrale et du Mexique, fuyant la répression et la misère en cherchant un emploi aux États-Unis, découvrent - paradoxe cruel - que les postes qui leur sont le plus souvent accessibles se situent dans les abattoirs et les usines de transformation de la viande, des secteurs caractérisés par des salaires très faibles et des conditions de travail éprouvantes, voire dangereuses.

En dépit des conséquences en matière de santé publique, d'environnement et de cohésion sociale, la Banque mondiale continue de promouvoir la consommation de viande à l'échelle mondiale, affirmant que « *les pays en développement devrait devenir le principal fournisseur de ce marché en expansion*<sup>119</sup>. »

---

<sup>118</sup> David Nibert, *The Global Industrial Complex: Systems of Domination, Origins and Consequences of the Animal Industrial Complex*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2013, p. 205.

<sup>119</sup> Cornelis de Haan, et al., *Livestock Development: Implications for Rural Poverty, the Environment, and Global Food Security*, Washington, DC : The World Bank, 2001.

Plus rapidement et en profondeur qu'auparavant, les capitaux agroalimentaires transnationaux ont déconnecté depuis la seconde moitié du XXe siècle la production de la consommation pour les relier ensuite par les mécanismes d'achat et de vente<sup>120</sup>.

## Conclusion

En 2025, des centaines de millions de personnes à travers le monde n'ont pas accès à la terre leur permettant de produire une alimentation végétale pour elles-mêmes ou pour leurs communautés. Cette situation trouve ses racines profondes dans les politiques coloniales mises en œuvre par des Etats puissants, qui ont historiquement fondé leur expansion économique sur l'expropriation des terres, de l'eau et de la force de travail.

La rhétorique employée par les panégyristes de complexe animalo-industriel inclut souvent des affirmations selon lesquelles l'agro-industrie contribuerait à résoudre le problème de la faim dans le monde. Or, tout d'abord, il n'existe pas de véritable problème de faim au sens technique du terme ; assez de nourriture est produite dans le monde pour nourrir 10 milliards de personnes<sup>121</sup>. Il existe une relation structurelle entre l'agro-industrie et la malnutrition humaine dans le tiers-monde. Chaque occidental consomme indirectement six fois plus de céréales (via une production animale exorbitante) qu'un citoyen du sud global<sup>122</sup>. La faim dans le monde ne se réduit pas à un problème technique, sa résolution est entravée par l'existence d'un complexe agro-industriel<sup>123</sup>. Cette production alimentaire guidée par la logique du profit a engendré une insécurité alimentaire généralisée : aujourd'hui, près d'un milliard d'individus souffrent de malnutrition et présentent un risque accru de développer des maladies, un chiffre qui ne cesse d'augmenter<sup>124</sup>.

Les populations autochtones des Amériques, d'Afrique, d'Océanie et d'autres régions du monde continuent de subir de manière disproportionnée des formes de privation matérielle, une grande partie des terres qu'elles occupaient autrefois et utilisaient pour la production vivrière ayant été expropriée au bénéfice de systèmes productifs fondés sur l'exploitation des animaux.

---

<sup>120</sup> Frederick C. Hoogvelt, *The Third World in Global Development*, London : Macmillan, 1982.

<sup>121</sup> Dennis Gerten, Volker Heck, Jan Jägermeyr, Benjamin L. Bodirsky, Ina Fetzer, Miina Jalava, Matti Kummu, Wolfgang Lucht, Johan Rockström, Sebastian Schaphoff et Hans Joachim Schellnhuber, « Feeding ten billion people is possible within four terrestrial planetary boundaries », *Nature Sustainability*, vol. 3, n° 3, 2020, p. 200-208.

<sup>122</sup> John Mason et Peter Singer, *Animal Factories*, New York : Harmony Books, 1980, p. 119.

<sup>123</sup> Barbara Noske, *Beyond Boundaries: Humans and Animals*, Melbourne : Allen & Unwin, 1989, p. 29.

<sup>124</sup> *World Hunger and Poverty Facts and Statistics*, 2011,

[http://www.worldhunger.org/articles/Learn/world%20hunger%20facts%202002.htm#Number\\_of\\_hungry\\_people\\_in\\_the\\_world](http://www.worldhunger.org/articles/Learn/world%20hunger%20facts%202002.htm#Number_of_hungry_people_in_the_world)

Au Brésil, aujourd'hui premier exportateur mondial de viande bovine et l'un des principaux fournisseurs de viande et de céréales fourragères à destination de l'Europe, de la Russie et de la Chine, les éleveurs, protégés par les institutions étatiques, continuent d'exercer des violences contre les populations qui s'opposent à leur emprise ou qui s'organisent en faveur de réformes agraires plus égalitaires. Les peuples autochtones Guarani, en particulier, luttent depuis les années 1960 pour la reconnaissance de leurs droits, après que leurs terres ancestrales ont été accaparées par les éleveurs. Relégués par des politiques étatiques d'expropriation dans des réserves surpeuplées et démunies, environ cinq cents membres de la communauté guarani se sont donné la mort au cours des deux dernières décennies. Si une partie de ces décès peut être attribuée aux conditions de vie marquées par la privation et le désespoir, un nombre croissant de Guarani, ainsi que certains journalistes et chercheurs, soutiennent que bon nombre de ces suicides apparents seraient en réalité des assassinats déguisés, perpétrés par des éleveurs locaux<sup>125</sup>. Éleveurs, producteurs de soja et exploitants forestiers, considérés comme responsables de la mort de nombreux peuples autochtones et agriculteurs de subsistance au Brésil, notamment de 1 150 militants ruraux depuis le début des années 1990<sup>126</sup>, ne sont quasi jamais inquiétés par des pouvoirs publics complaisants.

Marginalisés et appauvris par les activités d'élevage industriel dans leurs pays, de nombreuses personnes issues du Mexique et d'Amérique Centrale et du Sud tentent de migrer vers les États-Unis où ils sont ironiquement exploités par l'industrie de la viande<sup>127</sup>. Peu d'opposants à l'immigration aux États-Unis établissent un lien entre la migration désespérée en provenance de ces pays du sud et leur propre appétit socialement construit pour les hamburgers et autres formes de viande.

En prenant la suite de la colonisation menée par les États européens, des multinationales parmi lesquelles Monsanto, Cargill, ADM, Bayer ou Nestlé figurent parmi les acteurs qui favorisent l'expropriation violente des terres dans le but d'acquérir les ressources nécessaires à la croissance de la consommation mondiale de viande<sup>128</sup>.

---

<sup>125</sup> David A. Nibert, *Animal Oppression and Human Violence : Domesecration, Capitalism, and Global Conflict*, New York : Columbia University Press, 2013, p. 228.

<sup>126</sup> Juliana Barbassa, « Brazil to Protect Environmental Activists as Murders Increase Over Illegal Logging », *Huffington Post*, 30 mai 2011, [http://www.huffingtonpost.com/2011/05/31/brazil-environmental-activist-murders-logging\\_n\\_869206.html](http://www.huffingtonpost.com/2011/05/31/brazil-environmental-activist-murders-logging_n_869206.html)

<sup>127</sup> Jennifer Dillard, « Slaughterhouse Nightmare: Psychological Harm Suffered by Slaughterhouse Employees and the Possibility of Redress Through Legal Reform », *Georgetown Journal on Poverty Law and Policy*, vol. 15, n° 391, 2008.

<sup>128</sup> Erin C. Heil, « The Brazilian Landless Movement, Resistance, and Violence », *Critical Criminology*, vol. 18, 2009, p. 85.

Depuis le début des années 2000, plusieurs rapports rédigés par des équipes de scientifiques ont averti que, si l'accent mis sur les régimes alimentaires à base de produits animaux ne change pas, d'ici 2050, une surface équivalente à celle des États-Unis devra être consacrée à des pâturages et des terres cultivables supplémentaires<sup>129</sup>. Même si le monde était beaucoup plus équitable, il n'existerait tout simplement pas assez de terres pour élever en pâturage le nombre gigantesque d'animaux nécessaire afin de satisfaire la demande croissante - et socialement créée - de produits alimentaires issus des animaux.

La viande, et ses dérivés, génèrent des profits colossaux pour l'agro-industrie, les entreprises de transformation, les chaînes de supermarchés et la restauration rapide, et constitue aujourd'hui un facteur majeur influençant profondément les dynamiques planétaires<sup>130</sup>. Aux États-Unis, les bovins, ovins et autres animaux d'élevage pâturent environ 525 millions d'hectares de terres, soit près de deux hectares par habitant. Soixante-dix pour cent de la superficie des terres de l'ouest américain est consacrée au pâturage du bétail<sup>131</sup>. Au total, la part des céréales utilisées pour l'alimentation animale aux États-Unis atteint un taux alarmant de 72 % (dont 80 % du maïs)<sup>132</sup>. De vastes étendues de terres dans le monde sont depuis longtemps surexploitées par le surpâturage, ce qui conduit à l'érosion des sols, tandis que d'immenses régions sont déboisées pour faire place à l'élevage et à l'agriculture. La moitié de l'eau consommée est utilisée dans la production de viande, qui, en raison des toxines et des ruissellements, contribue également à la contamination des nappes phréatiques. Dans l'ensemble, la production de viande consomme une quantité considérable de ressources et d'énergie à un moment où leur disponibilité atteint un pic ou décline.

Les animaux marins constituent peut-être une exception, dans la mesure où les océans n'ont pas (encore) été entièrement délimités ni appropriés par les États. Pour préserver ses intérêts, le contrôle politique est indispensable. Ceux qui exercent ce contrôle détiennent le pouvoir de l'Etat, avec la capacité d'élaborer les lois et d'en superviser l'application. La manipulation idéologique alimente des préjugés et des actes discriminatoires, contribuant à protéger et à

---

<sup>129</sup> David Tilman, Kenneth G. Cassman, Pamela A. Matson, Rosamond Naylor et Stephen Polasky, « Forecasting Agriculturally Driven Global Environmental Change », *Science*, vol. 292, 13 avril 2002, p. 281-284.

<sup>130</sup> John Sanbonmatsu, « Corporate Power, Ecological Crisis, and Animal Rights », chap. 3 de *Critical Theory and Animal Liberation*, Lanham : Lexington Books, 2011, p. 78.

<sup>131</sup> Paul Robbins, *The Food Revolution: How Your Diet Can Help Save Your Life and Our World*, Gabriola Island: New Society Publishers, 2001, p. 248.

<sup>132</sup> *Our Food, Our Future*, New York : EarthSave International, 2006, p. 13.

maintenir des structures économiques et sociales oppressives en les faisant apparaître comme naturelles et, par conséquent, acceptables<sup>133</sup>.

À présent que l'humanité a subdivisé l'ensemble des surface émergées du globe en états-nations, tous les animaux, y compris ceux vivant dans des zones particulièrement isolées, résident désormais à l'intérieur des frontières de pays et subissent, de manière directe ou indirecte, les conséquences des activités industrielles humaines ainsi que des cadres législatifs instaurés par ces derniers. La capacité des groupes dominants à opprimer un grand nombre d'êtres humains et d'animaux a été rendue possible grâce à leur influence considérable sur l'Etat, une influence qui ne cesse de s'accroître aujourd'hui<sup>134</sup>. Tant que les élites corporatives et les ploutocrates contrôleront les politiques et pratiques étatiques, les efforts visant à améliorer le bien-être des autres animaux s'avèreront inefficaces. Comme le souligne Anne Orford, les débats actuels portant sur la sécurité alimentaire, le libre-échange, la mondialisation, ainsi que sur notre rapport aux autres animaux et au vivant, traduisent avant tout une lutte pour le contrôle de l'Etat. La question fondamentale qui se pose est celle de savoir qui ou quoi cet Etat représentera au XXIe siècle, et quels acteurs en détermineront les orientations<sup>135</sup>.

---

<sup>133</sup> Anthony J. Nocella II, John Sorenson, Kim Socha et Atsuko Matsuoka (dir.), *Defining Critical Animal Studies*, introduction de David Nibert, Londres : Routledge, 2014, p.6.

<sup>134</sup> Michael Parenti, *Democracy for the Few*, 8e édition, Boston : Cengage Learning, 2011, chap. 18.

<sup>135</sup> Anne Orford, « Food Security, Free Trade, and the Battle for the State », *Journal of International Law and International Relations*, vol. 11, n° 2, 2015, p. 67.

## **Bibliographie**

### **Livres**

BEST Steven, *The Global Industrial Complex: Systems of Domination*, New York: Lexington Books, 2011, 386 pages.

BOGGS Carl, "Corporate Power, Ecological Crisis, and Animal Rights", in SANBONMATSU John (dir.), *Critical Theory and Animal Liberation*, Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 2011, pp. 57–76.

BONNARDEL Yves, PLAYOUST-BRAURE Axelle, *Solidarité animale : défaire la société spéciste*, Paris : Éditions La Découverte, 2020, 192 pages.

FRIDENSON Patrick, *Pour une histoire de l'État contemporain comme organisation*, Paris: Seuil, 2000, 310 pages.

KIM Claire Jean, *Dangerous Crossings*, Cambridge: Cambridge University Press, 2015, 310 pages.

MANN Patrice, *La genèse de l'État moderne : Max Weber revisité*, Paris: Presses Universitaires de France, 2012, 265 pages.

NIBERT David, *Animal Oppression & Human Violence*, New York: Columbia University Press, 2013, 336 pages.

NIBERT David, *Origins and Consequences of the Animal Industrial Complex*, New York: Monthly Review Press, 2011, 280 pages.

NOCELLA Anthony, SORENSON John, SOCHA Kim, MATSUOKA Atsuko (éds.), *Defining Critical Animal Studies*, New York: Peter Lang, 2014, 320 pages.

NOSKE Barbara, *Beyond Boundaries: Humans and Animals*, Montréal: Black Rose Books, 1997, 215 pages.

SANBONMATSU John, *Critical Theory and Animal Liberation*, Lanham: Rowman & Littlefield, 2011, 344 pages.

THOMPSON Paul B., *Agrarian Philosophy and Ecological Ethics*, New York: Springer, 2010, 270 pages.

WEIS Tony, *The Ecological Hoofprint: The Global Burden of Industrial Livestock*, London: Zed Books, 2013, 248 pages.

### **Articles**

BERRY Bonnie, "International Progress and Regress on Animal Rights", in Social Problems Research Group, Gig Harbor: Washington, 2009, pp. 1–20.

CHALMERS Matthew, "Subsidized Slaughter: The Role of the State in Animal Agriculture", in *Sentient Media*, 2020, pp. 1–15.

FRIEDMANN Harriet, "Agriculture and the Social State: Subsidies or Commons", in ORFORD Anne (dir.), *Food Security, Free Trade, and the Battle for the State*, Toronto: Journal of International Law and International Relations, vol. 11, n° 2, Fall 2015, pp. 116–130.

FRIEDMANN Harriet, "Can We Count on Our Food Supply? Western Droughts, Paved-Over Farms, a Growing Appetite for Foods Sent Over Long Distances", in *The Globe & Mail*, Toronto, 2014, pp. 1–4.

FRIEDMANN Harriet, "Distance and Durability: Shaky Foundations of the World Food Economy", in *Third World Quarterly*, vol. 13, n° 2, 1992, pp. 195–213.

FRIEDMANN Harriet, McMICHAEL Philip, "Agriculture and the State System: The Rise and the Decline of National Agricultures, 1870 to the Present", in *Sociologia Ruralis*, vol. 29, n° 2, 1989, pp. 93–117.

FRIEDMANN Harriet, "Governing Land and Landscapes: Political Ecology of Enclosures and Commons", in *Third World Quarterly*, vol. 13, n° 2, 1992, pp. 219–234.

HRIBAL Jason, "Animals are Part of the Working Class Reviewed", in *Borderlands*, vol. 11, n° 2, 2012, pp. 1–37.

NIBERT David, "Humans and Other Animals: Sociology's Moral and Intellectual Challenge", in *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 23, n° 3, 2003, pp. 4–25

NIBERT David, WINDERS Bill, "Consuming the Surplus: Expanding 'Meat' Consumption and Animal Oppression", in *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 24, n° 9, 2004, pp. 76–96.

NIBERT David, "Industrial Livestock and the Ecological Hoofprint: Inequality, Degradation, and Violence", in *Monthly Review*, January 2016, pp. 1–18.

ORFORD Anne, "Food Security, Free Trade, and the Battle for the State", in *Journal of International Law and International Relations*, vol. 11, n° 2, Fall 2015, pp. 1–67.

PASQUINO Pasquale, "Thomas Hobbes : la condition naturelle de l'humanité", in *Revue française de science politique*, vol. 44, n° 2, 1994, pp. 294–307.

PELLUCHON Corine, "Zoopolitique et justice envers les animaux", in *Études sur la mort*, n° 145, 2014, pp. 15–28.

WEIS Tony, "Industrial Livestock and the Ecological Hoofprint: Inequality, Degradation, and Violence", in *Monthly Review*, January 2016, pp. 1–15.